



JAB  
1225 Chêne-Bourg

Trimestriel - No 30  
Décembre - Dezember  
Dicembre 2010

Tirage/Auflage/Tiratura:  
20'000

## ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

*et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale*

Case postale 148  
1226 Thônex / GE  
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54  
[www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)  
Mitgliederbeitrag  
Cotisation Membre  
Quota socio CHF 15.-  
CCP 12-2745-6

## De l'Interpharma sans le savoir

Le lundi 29 et mardi matin 30 novembre 2010 aura lieu à Bâle un congrès intitulé « Recherche fichue ? »

80 scientifiques provenant de Suisse, France, Angleterre, Allemagne et pratiquant des expérimentations animales, feront le déplacement pour soutenir leurs recherches.

Suite p.4

Contenu en Français  
p.2 - 11

## Interpharma gut versteckt

Am Montag, den 29. November, sowie am Morgen des 30. Novembers 2010 wird in Basel ein Kongress mit dem Titel „Verdammte Forschung?“ stattfinden.

Bei dieser Gelegenheit werden 80 Wissenschaftler/innen aus der Schweiz, Frankreich, England und Deutschland sowie Betreiber/innen von Tierversuchen anreisen, um sich für ihre Forschung stark zu machen.

Fortsetzung S.14

Inhalt Deutsch  
S. 12 - 21



## Interpharma all'insaputa di tutti

Lunedì 29 e martedì mattina 30 novembre 2010 si terrà a Basilea un congresso intitolato « Fine della ricerca? » 80 scienziati provenienti da Svizzera, Francia, Inghilterra e Germania che praticano sperimentazioni animali, si recheranno al congresso per difendere e sostenere le loro ricerche.

Segue a p.24

Contenuto in italiano, p. 22 – 31

## Edito

Chers Membres  
Chères lectrices et chers lecteurs,

Une fois encore, nous vous remercions toutes et tous pour votre fidèle et constant soutien, sans lequel aucune de nos actions ne serait possible.

Au moment du bouclage de ce journal, notre temps est consacré à l'organisation d'actions et de stands d'informations en vue des deux journées de conférences mises sur pied par l'Interpharma lundi 29 et mardi 30 novembre 2010 (lire l'article en p. 4). Nous avons prévu une distribution de flyers à l'entrée du Palais fédéral le mardi 30 novembre 2010, à l'attention des élus politiques et participants à la cession d'hiver du Parlement. Nous tiendrons également un stand d'information toute la journée du 30 novembre à Berne, sur la Bärenplatz, à côté du Parlement fédéral.

Faute de place dans ce journal, nous ne pourrons pas vous informer sur la suite de quelques dossiers toujours en cours, notamment celui concernant le Dr Bize. Après avoir obtenu sa condamnation par le Tribunal de Soleure pour ses expérimentations animales, nous avons interpellé le Fonds national suisse (FNS) sur le financement accordé à ce chercheur pour de nouvelles expériences !

On pourrait presque parler d'encouragement à enfreindre la loi, puisque ce scientifique passe ainsi d'un financement de CHF 60'000.- avant sa condamnation à CHF 375'000.- ensuite. S'agit-il d'une prime délivrée par ses collègues en raison du dommage subi par les attaques de ces méchants anti-vivisectionnistes qui l'ont traîné en procédure pénale durant trois ans, pour qu'enfin il apparaisse que cet individu avait sciemment violé la loi au mépris des animaux qui ont succombé à ses coups de scalpels ?

Le FNS nous a répondu le 20 octobre passé n'avoir pas considéré la faute du Dr Bize comme suffisamment « grave ». Pour le FNS, Le Dr Bize est également « tout à fait disposé et capable d'assumer la responsabilité éthique et juridique de sa recherche » !

Pour le FNS, qui assure depuis des années que l'argent des contribuables ne finance que des expérimentations soumises à de strictes règles et directives éthiques, ses pseudos directives sonnent aujourd'hui comme une belle musique de chambre.

Dans les faits, le système de fonctionnement et la composition même du FNS ne peuvent que favoriser le financement de projets douteux ou partisans. Selon les chiffres émis par le FNS, environ 70% des CHF 76 millions octroyés pour financer des expérimentations animales en 2009, n'ont servi qu'à financer les salaires des chercheurs (CHF 53 millions). Voilà bien le principal intérêt du FNS : donner du travail à ces innombrables chercheurs qui n'ont pour objectif que de multiplier le nombre de publications scientifiques. Même si la plupart de ces recherches n'ont pour seule vocation que de finir au fond d'un tiroir. Et tant pis pour les innombrables souffrances infligées inutilement aux animaux.

Cela étant, nous ne lâchons pas l'affaire et nous vous informerons dans notre prochain journal, de la suite qui a été donnée à ce dossier.

Nous vous souhaitons à toutes et à tous d'agréables et heureuses fêtes de fin d'année.

Le Comité

# Tanti calorosi auguri per il 2011 ai nostri Soci e simpatizzanti !

# Alles Gute zum 2011

# Meilleurs Vœux 2011 à tous nos Membres et Sympathisants !

# La suprastanza engrazia a ses numerus comembres e simpatisants

## Renouvellement du Comité pour la période 2011-2013

Chers Membres, comme vous le savez, le Comité de la LSCV sera renouvelé à l'occasion de notre Assemblée Générale en mars 2011. Nous cherchons surtout des représentations du côté alémanique, notamment à Berne, Zurich et Bâle, également dans le canton de Vaud.

C'est grâce aux dons et legs reçus que la LSCV finance ses actions. Mais c'est surtout grâce à l'engagement de ses membres que ses actions sont possibles. Il nous manque des membres ayant l'envie de s'engager pour faire entendre nos revendications. De nombreux progrès ont été enregistrés contre l'expérimentation animale ces dernières années. Mais ces progrès n'ont été possibles que parce que des organismes comme la LSCV maintiennent une pression sur les milieux scientifiques et politiques. Chaque jour, plus de 2000 animaux meurent dans les laboratoires de notre pays suite à des expériences. Nous avons besoin de votre participation!

Vous êtes intéressés à suivre les procédures expérimentales qui se déroulent dans votre canton, à participer à l'organisation d'actions, à chercher un soutien parmi les organismes de protection des animaux locales, représentants politiques ou autres ? Vous parlez allemand ou français et avez une connaissance de l'autre langue ? En bref, vous souhaitez vous investir directement dans la gestion et l'organisation de la Ligue ? Alors rejoignez-nous ! Nous accueillerons avec plaisir votre candidature. Conformément à l'art. 9 de nos statuts, celle-ci doit nous parvenir le 15 février 2011 au plus tard.

A tous nos délégués cantonaux, nous proposons : aide logistique du siège de la Ligue à Genève, financement de projets et prises en charge de tous les frais liés à cette activité, après approbation du comité national.

## Attestations de dons 2010 pour votre déclaration d'impôts

Les dons effectués à LSCV et autres organismes reconnus d'utilité publique peuvent être déduits de votre déclaration d'impôts. Les montants déductibles (généralement à partir de Fr. 100.-) sont variables selon les cantons. La LSCV ne dispose pas d'un système informatique générant automatiquement des attestations de dons. La mise en activité d'un tel système et l'envoi chaque année par courrier d'une dizaine de milliers d'attestations de dons serait trop onéreux à mettre en place, sachant que seule une petite partie de ces attestations seraient utilisées. Par contre, le secrétariat tient à jour une liste de membres ou donateurs souhaitant recevoir une attestation en début d'année. Si vous souhaitez être enregistrés sur cette liste, il suffit de nous envoyer un message ou de nous joindre par téléphone, aux jours et heures mentionnés dans l'impressum.

# Nestlé jusqu'à en mourir

**28 septembre 2010. La presse unanime a salué l'évènement. Enfin, surtout la presse romande. Avec l'annonce de Nestlé assurant vouloir investir 500 millions de francs sur dix ans dans un nouvel institut à l'Ecole polytechnique fédérale (EPFL), l'arc lémanique concurrence toujours plus fortement le pôle zurichois.**

Et avec quelle pertinence ! «*Dans dix ans, nous serons le leader de la nutrition basée sur les sciences de la santé*», affirmait Luis Cantarell, directeur général de « Nestlé Health Science ». L'institut, qui sera dirigé par un ancien directeur scientifique d'une société de biotechnologie de San Diego, se focalisera sur la recherche biomédicale afin de mieux comprendre les maladies et le vieillissement humains.

Plus précisément, le marché du yaourt traditionnel arrivant à saturation, Nestlé vise le yaourt qui soigne. Même celui qui soigne avant qu'on ne tombe malade :

«*Il faut mieux anticiper les problèmes de santé et trouver des produits qui puissent par exemple lutter contre Alzheimer ou les problèmes de vieillissement. Et s'ils sont remboursés, autant cela se fasse quand vous n'êtes pas malades*» insistait sans rire Peter Brabeck, actuel Président de Nestlé et ancien administrateur du groupe pharmaceutique Roche. Quant à la manière de distribuer ces produits, le directeur général indiquait que

tout était possible. «*Certains pourraient être vendus en pharmacie sur ordonnance, mais une vente libre est aussi envisageable. Leur prix moyen n'est pas encore fixé*». Ce qui à priori est normal pour un produit pas encore fabriqué.

## «Des yaourts médicaments ? De la foutaise !»

On se rappelle qu'en avril 2010, la presse était moins élogieuse sur le potentiel thérapeutique des aliments. Un grand journal titrait même «*De la foutaise !*» pour décrire ces produits. Cette condamnation faisait suite à l'interdiction de l'autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), pour Danone, de mentionner dans ses publicités un quelconque bienfait pour la santé de ses yaourts miracles « Activia » et « Actimel ».

Et si Danone avait déjà augmenté son budget « recherche et développement » de 3 à 30 millions d'euros entre 2005 et 2008, Nestlé investissait aussi tous azimuts dans ce marché prometteur. On se rappelle que depuis 2006, il arrose déjà chaque année l'EPFL avec 5 millions de francs pour étudier «*la relation entre la nutrition et le cerveau*». A cette époque, l'accord avait déjà suscité l'enthousiasme de l'EPFL qui jubilait «*du plus important accord de partenariat académique conclu avec une entreprise privée*».

L'EPFL assurait déjà : «*Les professeurs bénéficieront de toute la liberté académique et de publication, alors qu'un comité scientifique conjoint avec Nestlé élaborera les axes de recherche (sic !)*» Prétendre une liberté académique lorsqu'un financier vous dit quoi étudier, voilà qui était assez fort !

L'objectif de Nestlé englobait «*un vaste champ d'investigation, comprenant toutes les étapes de l'existence*», notamment «*sur le rôle que joue la nutrition dans le développement cérébral des enfants*». Pour ces études de hauts niveaux, on rendait malade des rats pour observer si des nutriments soignaient ces animaux !

## Une recherche misérable, dans un canton laxiste

Que Nestlé perde son argent dans des recherches absurdes n'a pas beaucoup d'importance. Que l'EPFL jubile d'envoyer ses futurs chercheurs travailler dans un domaine aussi peu urgent n'est pas très glorieux. Mais au final, ce que les médias



Les maladies qu'entend combattre Nestlé sont en partie provoquées par une nourriture surabondante et mal équilibrée.

A la question de savoir si la multinationale entendait aussi réduire l'utilisation de substances nocives comme l'huile de palme pour la fabrication de ses produits de grande consommation, Paul Bulcke, directeur général de Nestlé répondait que la question n'était «*pas pertinente*».

se sont bien gardés d'annoncer, ce sont les innombrables souffrances qui seront infligées aux animaux par la multiplication de ces expériences.

Les recherches menées par Nestlé sont une honte. Les procédures expérimentales et souffrances infligées aux animaux sont une honte.

Les expériences de Nestlé ne consistent pas qu'à gaver des milliers d'animaux d'un quelconque yaourt enrichi à un quelconque bifidus miraculeux. Tous ces animaux sont d'abords inoculés de maladies diverses, à coups d'injections, empoisonnements ou autres méthodes, avant d'être gavés de bifidus à n'en plus pouvoir. Aujourd'hui, dans les laboratoires vaudois, on empoisonne des animaux pour étudier l'effet thérapeutique d'un produit qui n'en a pas, ou peu !

Ces expériences misérables ne sont possibles qu'en raison du laxisme des autorités vaudoises qui n'ont jamais eu le courage de s'opposer à ces expériences inutiles et cruelles.

Seul compte les investissements consentis pour la recherche, le rayonnement qu'ils sont censés apporter aux « hautes » écoles de ce canton.

Qui peut être fier de l'exécution d'expériences aussi honteuses ?

Le comité de rédaction



Novembre 2006, exaltation du Président de l'EPFL et des représentants de Nestlé au moment de l'accord.



Septembre 2010, style plus feutré avec une «*dégustation d'aliments*» en fin de conférence de presse par les dirigeants de Nestlé.

L'EPFL a disparu de la photo, Nestlé est maintenant chez lui.

# De l'Interpharma sans le savoir

**Le lundi 29 et mardi matin 30 novembre 2010 aura lieu à Bâle un congrès intitulé « Recherche fichue ? » 80 scientifiques provenant de Suisse, France, Angleterre, Allemagne et pratiquant des expérimentations animales, feront le déplacement pour soutenir leurs recherches.**

Le public invité à écouter ces conférences sont les élus politiques des cantons et du Parlement fédéral, ainsi que les autorités cantonales chargées d'autoriser les expériences sur animaux. Chacune de ces personnes a reçu un courrier personnalisé, annonçant :

« Les chercheurs et chercheuses s'inquiètent aujourd'hui du fait qu'en matière de politique nationale aussi bien qu'à l'échelle européenne, les conditions pour les expérimentations animales ne cessent d'être renforcées. Alors que les nouvelles dispositions légales améliorent d'une part le bien-être des animaux et leurs bonnes conditions d'élevage, elles contiennent également beaucoup de règles qui entravent énormément la recherche sans pour autant infléchir de manière significative le bien-être des animaux de laboratoire (sic !) »

Le mardi 30 novembre 2010, entre 18h00 et 19h30 à Berne, à l'occasion de la session parlementaire d'hiver (29 novembre - 17 décembre 2010), les mêmes invités sont conviés à une rencontre à l'issue de laquelle « un apéro sera servi au cours de cet intéressant dialogue ».

## Des organismes « respectables »

Ce congrès est organisé par l'association « Recherche pour la vie (Forschung für Leben) ». Selon son site Internet, cette association sans « aucune affiliation politique ni confessionnelle » se fixe pour but « d'informer la population sur les objectifs, la signification et les plus récents résultats en recherche biologique et médicale ; favoriser le dialogue entre les scientifiques et les personnes non-initiées que la science intéresse ; énoncer clairement et simplement les besoins, mais aussi les dangers de la recherche ; élaborer les bases d'une maîtrise éthique des progrès en biologie médicale ».

Cette association met en avant la pluralité scientifique de ses membres, la plupart étant issus de nos universités. Son Président est le Dr Michael Hengartner de l'institut de biologie moléculaire de l'Université de Zürich, son Vice-président est le Prof Rolf Zeller du département de biomédecine de l'Université de Bâle.

En réalité, sous son image lisse et neutre, « Recherche pour la vie » est un organisme de propagande dont les activités sont financées par les entreprises pharmaceutiques Novartis,

Roche, Merck Serono et Actelion, réunies sous le nom « Interpharma ». Depuis plusieurs années, la stratégie d'Interpharma est de ne pas intervenir directement dans le débat sur l'expérimentation animale. Dans un débat aussi sensible, la mauvaise image de ces entreprises, régulièrement accusées de ne viser que leurs intérêts personnels pour engranger de faramineux bénéfices (15 milliards en 2009 pour Roche et 10,8 milliards pour Novartis !), fait que sa crédibilité pourrait être contestée.

Alors l'Interpharma noyaute plutôt ce débat dans l'ombre, avec son chéquier et ses représentants astucieusement entourés de scientifiques « nobles » issus du milieu universitaire. Il y a évidemment peu de noblesse dans l'engagement de ces scientifiques (souvent les mêmes), qui participent aux conférences, interviennent dans les médias ou s'activent en lobbyistes de l'expérimentation animale. Leur conflit d'intérêt est rarement soulevé par les médias. Ils sont souvent perçus comme agissant par conviction et défenseurs de la recherche oeuvrant pour la santé publique, alors que la recherche sur les animaux est avant tout leur gagne pain quotidien. Sans expérimentation animale, plus de salaire.

**Interpharma**

**Charte pour la protection des animaux**

**Motivs**, les entreprises pharmaceutiques suisses pratiquent la recherche, mais également la promotion de la sécurité des humains et des animaux en Nouvoisant. Ces produits de base servent également au diagnostic et au traitement des maladies humaines et animales. Pour ce faire, nous utilisons des substances actives, des ingrédients, des solvants, des conservateurs et des matériaux de production et de conditionnement.

Il existe de nombreux arguments pour justifier l'utilisation de ces substances. La recherche sur les animaux permet de mieux comprendre le fonctionnement de l'organisme humain et des animaux. Cela aide à développer de meilleurs médicaments pour les humains et les animaux. De plus, l'expérimentation animale contribue à la sécurité et aux performances des médicaments.

Notre recherche contribue à la sécurité et à l'efficacité des médicaments. Nous devons continuer à investir dans la recherche sur les animaux et de la technologie d'innovation pour améliorer les normes de sécurité et d'efficacité des médicaments.

Notre recherche contribue à la sécurité et à l'efficacité des médicaments. Nous devons continuer à investir dans la recherche sur les animaux et de la technologie d'innovation pour améliorer les normes de sécurité et d'efficacité des médicaments.

**Nous nous engageons :**

- 1) à assurer que la recherche améliore les conditions des 3R (réduire, remplacer, améliorer) des expérimentations animales et que les méthodes alternatives soient utilisées lorsque possible pour remplacer les expérimentations sur animaux, lorsque le risque pour l'animal est suffisamment élevé et lorsque les méthodes alternatives sont disponibles.
- 2) à garantir que nos animaux de laboratoire sont élevés dans des conditions de bien-être et de haute qualité et à nous efforcer d'améliorer ces conditions.
- 3) à développer et à encourager l'éducation et la formation de nos employés et collaborateurs qui travaillent avec des animaux.
- 4) à engager constamment nos partenaires externes à respecter ces principes et à nous assurer que nos fournisseurs et partenaires externes sont également engagés dans ces principes.
- 5) à assurer des normes d'accès et de transparence réglementaires, simples pour assurer le respect des normes communautaires de bien-être animal.

2010-06-01

Si l'Interpharma combat dans l'ombre les dispositions améliorant le sort des animaux, il s'efforce de diffuser une image plus éthique auprès du public. A l'exemple de sa « Chartre pour la protection des animaux » diffusée aux médias en juin 2010, dans laquelle il déclarait notamment s'engager « à garantir à nos animaux de laboratoire des conditions d'hébergement de haute qualité et à nous efforcer d'améliorer continuellement ces conditions ; à obliger nos partenaires externes à respecter ces standards élevées de bien-être animal lorsqu'ils effectuent des études pour notre compte (...) »



Des affiches F12 ont principalement ciblés les gares de Berne et Bâle. Un dépliant informatif a aussi été diffusé aux habitants de ce canton

## IMPRESSION Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expérimentations médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

**Publication :** Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV. **PAO et maquette :** LSCV **Impression :** Edipress, sur papier recyclé Snow-Print 60 gm2

**Comité de rédaction :** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse :** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH-1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - [admin@lscv.ch](mailto:admin@lscv.ch) - [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)

**Cotisation annuelle des Membres :** Minimum CHF 15.-- **CCP 12-2745-6**

**Le bureau est ouvert tous les matins du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et les après-midi du lundi, mercredi et jeudi de 14h00 à 17h00.**

L'Interpharma finance aussi les activités de la Fondation GENSUISE. Les membres de son comité sont des élus du Parlement fédéral et des scientifiques travaillant principalement dans les universités de Zurich et Bâle, Berne, Lausanne et Genève.

L'actuelle Vice présidente de cette Fondation, la Conseillère aux Etats argovienne Christine Egerszegi-Obrist noyaute aussi la Fondation Recherche 3R, seul soutien en Suisse pour la recherche substitutive (qui n'a pas recours aux animaux). La Confédération, qui a l'obligation légale de soutenir le développement des méthodes substitutives, lui alloue chaque année environ CHF 400'000.-. L'Interpharma y consacre un montant similaire. Le Prof Peter Maier est le Président du

comité scientifique de la Fondation Recherche 3R. C'est principalement lui qui réceptionne et évalue les projets envoyés pour une demande de soutien, et qui en général décide d'en refuser la plupart : **3 nouveaux projets ont été soutenus en 2009, 18 ont été refusés !** Peter Maier est présenté comme Docteur en science des Ecoles polytechniques fédérales (EPF), bien qu'il soit un employé de Novartis.

**La Fondation Recherche 3R a une activité aussi dérisoire que son budget annuel de CHF 800'000.- : En 20 ans d'existence, 5 projets en moyenne ont été soutenus par année.** A titre comparatif, 1'051 nouvelles expérimentations animales ont été autorisées en Suisse en 2009 ! C'est aussi sous le couvert de la respectabilité de

la Fondation Recherche 3R, que Christine Egerszegi-Obrist participe avec GENSUISE au lobbying pro vivisection au Parlement fédéral. Par exemple, en y organisant des conférences pour soutenir l'expérimentation sur les primates. Au vu de la situation, on comprend mieux pourquoi il ne se passe pas grand chose en Suisse au niveau des méthodes substitutives. L'expérimentation animale et les attrayants revenus qu'elle génère a encore de beaux jours devant elle.

## Informer, avec votre aide

Il faut bien reconnaître que la stratégie de l'Interpharma est assez payante. Les médias et politiques n'y voient que du feu. Peu nombreux sont ceux qui s'intéressent aux ramifications de ces divers organismes et aux sources de financement qui permettent leurs activités. Si nos moyens sont limités, nous pouvons malgré tout essayer d'agir pour informer le public. En vue des conférences à Bâle, nous avons prévu l'envoi d'un dépliant informatif aux 250'000 adresses postales de ce canton. Un affichage ciblé au centre de la ville et dans la gare a aussi été organisé.

Un affichage similaire aura lieu à Berne. Nous avons en plus envoyé un courrier aux 247 membres du Conseil national et Conseil des Etats. Les autorités cantonales et fédérales ont également été informées des manœuvres de l'Interpharma.

Une distribution de flyers se fera à l'entrée du Palais fédéral le mardi 30 novembre 2010, à l'attention des élus politiques et participants à la cession d'hiver du Parlement. Nous tiendrons également un stand d'information toute la journée du 30 novembre à Berne, sur la Bärenplatz, à côté du Parlement fédéral.

## «Recherche pour la vie» prend racine en Suisse Romande

Sur son site Internet, l'association annonce la création d'un groupe de travail «*Recherche pour la vie, région Suisse Romande*», qui vise « *le but d'informer la population sur les objectifs, devoirs, résultats et signification de la recherche en biologie et médecine. Il compte aussi participer aux discussions sur les questions éthiques issues des progrès de cette recherche* ».

A la tête de ce groupuscule, quatre scientifiques. On y trouve Marcel Gyger, ancien chercheur chez Nestlé, actuellement en charge de l'expérimentation animale de l'EPFL, et présenté comme collaborateur du service vétérinaire cantonal vaudois (donc l'autorité qui autorise les expérimentations animales!). Ensuite, les trois compères de l'institut de physiologie de l'Université de Fribourg, Eric Rouiller en tête, visés l'an passé par notre pétition contre les expériences sur les singes pratiquées dans cette Université.

Cette pétition, lancée avec l'ATRA et l'AGSTG dans le cadre de notre manifestation ZUGETIVE « Ensemble contre l'expérimentation animale » à Fribourg le 19 septembre 2009, avait été déposée à la Chancellerie de ce canton munie de presque 20'000 signatures récoltées en trois mois. Notre

pétition a fait par la suite l'objet d'un postulat du Grand Conseil concernant la pratique de l'expérimentation animale et l'utilisation de singes pour la recherche.

Dans son rapport annuel 2009, les têtes pensantes de «*Recherche pour la vie*» dénoncent les « *activités souvent criminelles de groupes d'extrémistes de la protection des animaux* », puis s'auto-encensent de leur fine analyse du terrain : « *Grâce à son observation de la mouvance autour de la protection des animaux, l'attention de la commission est attirée en mai sur la «Ligue suisse contre la vivisection», qui le 19 septembre 2009, à Fribourg, organise une manifestation contre les expériences sur primates du Prof. Eric Rouiller et la collecte de signatures pour une pétition intitulée «Arrêtez les expériences sur primates». Le Prof. Rouiller et l'Université de Fribourg sont agressés de front et injuriés par la Ligue. RPV contacte le Prof. Rouiller et lui demande s'il a besoin de soutien. Suite de quoi le groupe de travail «Expériences sur animaux» élaboré une stratégie sur la manière de traiter des activités de la «Ligue contre la vivisection». L'Université de Fribourg décide d'accepter nos avis. Le 19 septembre, l'Uni de Fribourg et RPV organisent conjointement un congrès sur ce thème et rassemblent une documentation à l'intention des médias. Parmi les nôtres, le Prof. Rolf Zeller de l'Université de Bâle fait un exposé».*

Le rapport liste également les articles aux titres évocateurs qu'il a commis dans divers journaux. On y lit « *Les animaux de laboratoire sauvent des vies – le plus souvent sans qu'on le sache et quotidiennement (sic !)* » (Die Weltwoche), ou « *Pourquoi nous avons besoin d'expérimentations animales* » (Tages-Anzeiger).

Tout un programme.



Des photos montrant la souffrance des animaux, les scientifiques n'en veulent pas.

Dans son rapport annuel, «*Recherche pour la vie*» précise être intervenu auprès du journal gratuit «*20 Minuten*», «*suite à une photo montrant un singe avec une couronne métallique vissée sur la tête. Une rencontre est organisée et la commission obtient qu'il ne soit plus fait recours aux photos à scandale* ».



► Stands LSCV

# Animalia et salon Bio à Evian

La Ligue a tenu son stand les week-ends du 25 et 26 septembre 2010 à la 9e fête de la Bio à Evian (F) et du 16 et 17 octobre 2010 à l'occasion du 16e salon international des animaux de compagnie -Animalia- au Palais de Beaulieu à Lausanne (VD).

Notre avons pu tenir un stand à Evian grâce à M.Eugène Herrero de la société Callyopé qui nous a généreusement offert un emplacement. Le samedi après-midi, Marie Berger de l'association Oïkos Kaï Bios a partagé notre stand et aidés à faire signer un grand nombre de pétitions, notamment celle contre les expériences en Haute-Savoie (F) sur les lémuriens au Biopark d'Archamps. Il est toujours possible de signer cette pétition en ligne à partir de l'adresse suivante :

<http://oikoskaibios.monsite-orange.fr>

Quant à notre stand à Animalia, en plus de l'espace consacré aux produits cosmétiques non testés sur les animaux, nous avions aussi exposé une partie des projets reçus à l'occasion de notre concours d'affiches « Pour le remplacement des expérimentations animales par de nouvelles méthodes substitutives ».

Environ 2000 signatures ont pu être récoltées à ANIMALIA pour les pétitions suivantes :

**« Pas d'importation de produits de phoques en Suisse ! »** (voir article en p.8)

**« Expérimentation animale: pour le droit à l'objection de conscience »**

Lancée par la Fondation Bardot, la pétition vise à donner le droit aux étudiants en France de refuser les dissections d'animaux et d'utiliser à leur place des modèles substitutifs. En Italie, une loi permet déjà aux étudiants de se former sans utiliser d'animaux. A l'inverse, les étudiants français sont encore durement sanctionnés lorsqu'ils refusent ces dissections. Il est pourtant démontré depuis longtemps que les étudiants qui ont recours aux méthodes substitutives, développent les mêmes aptitudes et connaissances que ceux qui découpent encore des animaux. Maintenir ces dissections est, dans bien des cas, une volonté claire du corps professoral pour désensibiliser, dès que possible, ces futurs chercheurs au sort de leur « matériel de travail » à venir.

**« Pour une journée végétarienne par semaine »**  
Action lancée par le collectif Végésanté, la pétition vise l'instauration dans le canton de Vaud d'une journée végétarienne hebdomadaire dans les restaurants du secteur public (hôpitaux, cantines scolaires,etc.), tout en invitant le secteur privé à faire de même. L'idée de la journée végétarienne s'appuie sur les arguments actuels contre la consommation de viande et de produits animaux. On trouve parmi eux la problématique environnementale (pollution de l'air, de l'eau, gaspillage d'énergie, déforestation), la problématique sociale (production céréalière au Sud pour nourrir le bétail du Nord), la problématique



A côté du stand de la Ligue au salon Bio d'Evian, le stand « Pérou amitié solidarité » qui permet le parrainage d'enfants péruviens. L'association présentait également les activités de l'agence de voyage « Vision du monde ». Organisée depuis 1993 sous forme d'association, l'agence est membre de l'ATES (Association pour le tourisme équitable et solidaire). Elle organise des voyages soutenant des projets sociaux ou culturels en Europe, Asie, Afrique, et Amérique du sud, et consacre 3% du prix de chaque voyage à un fond de développement visant à soutenir des projets locaux. Plus d'infos sur : [www.perouamitiesolidarite.org](http://www.perouamitiesolidarite.org) - [www.visiondumonde.org](http://www.visiondumonde.org)



de la santé (risques dus à la consommation de viande), la question animale (55 milliards d'animaux terrestres et 150 millions de tonnes de poissons tués chaque année) etc.

Des informations de fond sont disponibles sur le blog <http://vegesante.over-blog.com>

La pétition peut également être téléchargée en français, allemand et italien sur notre site Internet [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)

#### Cuisses de grenouilles « Non merci ! Pas dans mon assiette »

Pétition contre la consommation de cuisses de grenouilles lancée notamment par la LSCV en juin 2010. La pétition est également téléchargeable depuis notre site Internet.

Nous comptabilisons à ce jour plus de 4'000 paraphes et recevons tous les jours de nouvelles feuilles de signatures. Merci à tous ceux qui se sont déjà engagés à soutenir cette pétition. Si vous ne l'avez pas encore signée, faites-le et transmettez-là autour de vous. Seul un grand nombre de signatures pourra avoir un effet sur notre Parlement et le motiver à agir dans le sens de nos revendications.

#### « Non au massacre des chats et des chiens en Ukraine »

La pétition lancée en 2009 par SOS Chats Nouraïgue vise à stopper l'élimination des dizaines de milliers de chats et chiens errants par les autorités ukrainiennes en vue de l'organisation de l'Euro 2012. Une vidéo diffusée sur Internet montrant un chien vivant jeté dans un camion poubelle est à l'origine de cette action. Plusieurs milliers de signatures ont déjà été transmises à l'UEFA pour qu'elle intervienne auprès du gouvernement de ce pays.

#### ► Alternatives à l'expérimentation animale

## Un test basé sur le sang total humain pour détecter la présence de substances pyrogènes

Les pyrogènes sont des substances d'origine microbienne qui provoquent de la fièvre. Ils proviennent de bactéries, virus ou champignons vivants ou morts et peuvent donc même se retrouver dans un environnement stérile.

Une contamination de solutions ou de matériel parentéraux<sup>(1)</sup> par de telles substances peut provoquer chez le patient des réactions inflammatoires se traduisant par une augmentation de la température corporelle, des réactions plus graves (choc, coagulation intravasculaire disséminée, insuffisance d'un organe), voire entraîner la mort dans les cas extrêmes. Pour cette raison, les fabricants de solutions et de matériel parentéraux ont l'obligation d'effectuer des contrôles avant de libérer un lot.

Une méthode appelée le test pyrogène a été développée vers 1940 et est toujours appliquée à l'heure actuelle. La procédure consiste à injecter à un lapin la substance à tester et à mesurer l'évolution de sa température corporelle. Outre le fait qu'elle nécessite un grand nombre d'animaux, cette méthode souffre de plusieurs faiblesses qui influent négativement sur la qualité des résultats obtenus. La contention rigide du lapin et la procédure d'injection peuvent provoquer une hyperthermie (augmentation de la température corporelle) due au stress et induire ainsi des résultats faux positifs. A l'inverse, l'immobilisation et le manque de mouvement peuvent causer une hypothermie (baisse de la température corporelle) et être à l'origine de résultats faux négatifs.

Un deuxième test mis au point en 1964 et appelé test au Lysat d'Amoebocytes de Limule (LAL) est utilisé pour l'analyse des pyrogènes. Il est basé sur l'utilisation de l'hémolymphe<sup>(2)</sup> du limule (*Limulus polyphemus*), également appelé crabe fer à cheval. Afin d'extraire l'hémolymphe nécessaire pour cette méthode, des crabes sont prélevés sur les plages, leur hémolymphe est ponctionnée, puis les animaux sont rejettés à la mer. Dix à vingt pour cent ne survivent pas à la procédure. En outre, le test LAL ne permet de détecter qu'une certaine catégorie de pyrogènes et son domaine d'application est donc passablement restreint.

Afin de développer un système qui donne des résultats fiables, qui soit utilisable pour n'importe



Selon les estimations 500'000 lapins étaient utilisés chaque année avant la validation des tests cellulaires par l'ECVAM et l'ICCVAM.

quel type de matériel à tester (liquides : vaccins, protéines injectables, fluides de dialyse ; matériel médical : poches à sang, aiguilles d'injection, gants chirurgicaux ; air...) et qui permette de remplacer les tests pyrogène et LAL, des chercheurs ont mis au point une procédure basée sur l'utilisation de sang total humain et sa mise en contact avec la substance à contrôler. Si des pyrogènes sont présents, les monocytes<sup>(3)</sup> du sang produisent des composés appelés cytokines<sup>(4)</sup> qui peuvent être dosées, ce qui permet de déterminer la quantité de pyrogènes présents dans la substance testée. Grâce à cette méthode, les pyrogènes peuvent être détectés de manière bien plus fiable et reproductible qu'avec les tests utilisant des animaux. Elle a été validée par le centre européen de validation des méthodes alternatives (ECVAM) en 2006 et par son pendant américain, l'ICCVAM, en 2008. La Pharmacopée européenne<sup>(5)</sup> l'a acceptée en mars 2009 et la Food and Drug Administration (FDA) en avril 2009. Elle est donc parfaitement apte à remplacer totalement le test pyrogène sur les lapins et le test LAL.

Christel Forré

Article tiré du numéro 26, p. 265-277, de la revue ALTEX

(1) Parentéral : Qui est introduit dans l'organisme par une voie autre que le tube digestif. Ce peut être la voie intraveineuse, intramusculaire ou sous-cutanée.

(2) Hémolymphe : Équivalent du sang chez les arthropodes (insectes, araignées, crustacés...).

(3) Monocyte : Variété de globule blanc de grande dimension, destiné à devenir un macrophage dont le but est de capturer et de digérer les éléments étrangers à l'organisme.

(4) Cytokine : Substance élaborée par certaines cellules du système immunitaire et agissant sur d'autres cellules du même système pour en réguler l'activité et la fonction.

(5) Pharmacopée : Recueil officiel national des médicaments donnant leur mode de préparation, leur composition et leur action. La Pharmacopée européenne est une institution du Conseil de l'Europe ayant pour objectif d'harmoniser les législations nationales relatives à la fabrication, à la circulation et à la distribution des médicaments en Europe.

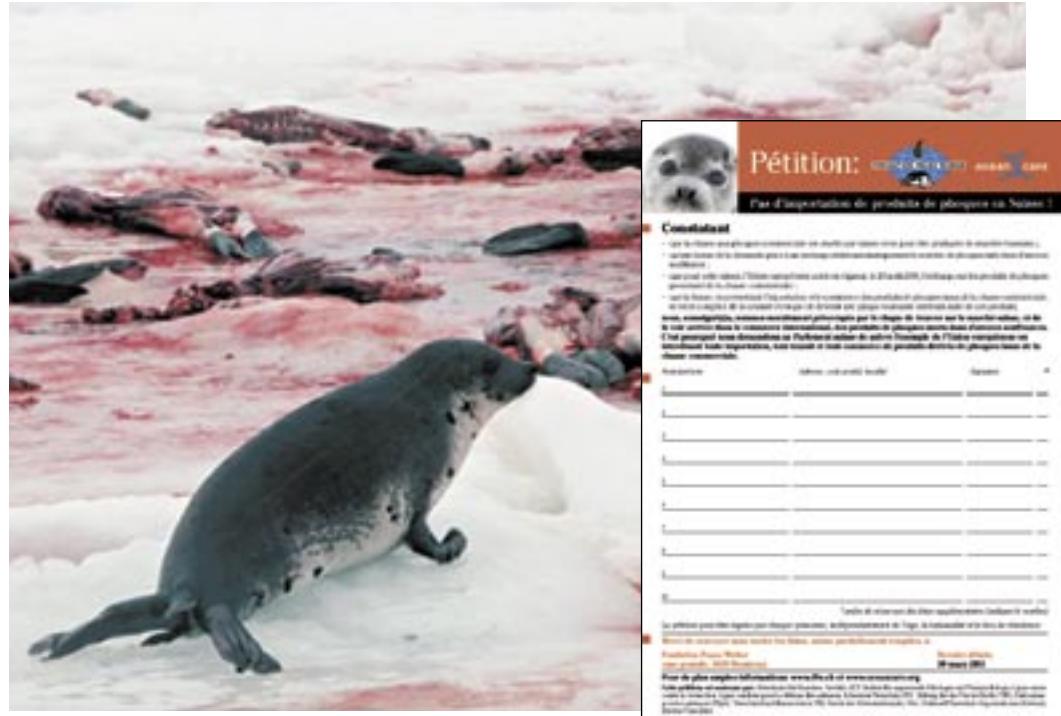
► Soutien à la pétition

## « Pas d'importation de produits de phoques en Suisse ! »

**Le lancement de cette pétition fait suite au rejet du Conseil des Etats le 20 septembre 2010, de la motion (09.3979) déposée par le Conseil national intitulée « Interdiction d'importer des produits dérivés du phoque ».**

Alors que l'Union européenne interdit, depuis juillet 2009, l'importation de produits de phoques -à l'exception de ceux provenant de chasse traditionnelle pratiquée par les communautés inuites et indigènes à des fins de subsistances-, une partie de notre Parlement, avec le soutien du Conseil fédéral, continue de refuser l'interdiction de ces produits, en raison d'un « risque » de plainte contre la Suisse du Canada et de la Norvège auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les images montrant le massacre des phoques en masse sont suffisamment choquantes pour soutenir une interdiction conforme à celle déjà adoptée par nos voisins européens, qui ne semblent pas, eux, craindre les gesticulations des gouvernements canadiens et norvégiens. Par nos signatures, nous démontrerons au Parlement notre détermination à obtenir la fin de ce sinistre commerce.



La pétition peut-être téléchargée à partir de notre site internet [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch), rubrique « actions ». Des feuilles peuvent également être obtenues sur simple appel au bureau de la Ligue au 022 349 73 37. Les signatures sont à récolter jusqu'au 30 mars 2011. Merci pour votre aide.

## Parcours chaotique des actions parlementaires

**Le chemin pris par cette action visant à interdire le commerce de produits issus des phoques est assez caractéristique des actions lancées au Parlement. Il ne faut pas être pressé et s'attendre à tout moment à se perdre dans les abîmes des intérêts personnels de nos élus.**

Le clivage entre le Conseil national et le Conseil des Etats est également bien prononcé.

La chambre du peuple (le Conseil national), qui regroupe 200 parlementaires, est régulièrement jugée comme « brouillonne » ou « agitée » par les membres du Conseil des Etats. Il est vrai qu'avec ses 46 parlementaires, les sessions sont plus studieuses. On y revêt une cravate, on négocie courtoisement, et on y refuse un grand nombre d'objets proposés par le CN, souvent d'un ton professoral.

A l'exemple, détaillé ci-dessous, du traitement infligé pendant plus de deux ans à une motion qui visait à protéger des animaux d'un massacre abject. On rappellera une fois encore la nécessité de soutenir des élus politiques dotés d'un minimum de conscience et capables d'empathie. Ces élus se retrouvent dans tous les partis politiques. Avant de voter pour un candidat, prenez la peine de consulter ses votes sur les sujets touchant la protection des animaux. Les votes sont généralement publics et peuvent être consultés sur la base

de données du Parlement « Curia vista » ([www.parlament.ch/f/Suche/pages/Curia-Vista.aspx](http://www.parlament.ch/f/Suche/pages/Curia-Vista.aspx)).

### Historique de la motion Interdiction d'importer des produits dérivés du phoque

La motion 08.3432 du conseiller national zurichois Ruedi Aeschbacher « Pas de commerce de produits issus des phoques massacrés au Canada » est déposée le 13 juin 2008.

Le sujet fait alors polémique suite à la diffusion de nouvelles images montrant l'abattage de ces animaux. Le texte rappelle notamment que « 200 000 à 300 000 bébés phoques sont tués chaque année au Canada, souvent de façon abominable. Le gouvernement canadien a fixé le quota de chasse autorisé pour cette année à 275 000 bêtes. Il a cédé en partie aux pressions internationales en acceptant que les animaux soient abattus de façon un peu plus « humaine ». Autrement dit, les animaux assommés à coups de hachoirs ou de massues doivent être saignés sur place afin qu'ils ne soient pas dépecés encore vivants. Or même cette prescription n'est pas appliquée, contrôlée et respectée de façon systématique ».

La motion est adoptée par le Conseil fédéral le 10 septembre 2008 et par le Conseil national le 3 octobre 2008. Elle est ensuite transmise au Conseil des Etats pour approbation (chaque objet déposé dans l'un ou l'autre des Conseils devant obligatoirement être approuvé par les deux chambres fédérales).

La Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des Etats (CSEC-CE) étudie la motion fin 2008. Si la commission déclare « condamner les méthodes cruelles utilisées dans la chasse aux phoques », elle refuse la motion, déclarant qu'elle « s'appuie en partie sur des arguments inexacts et méconnait la situation juridique actuelle ». Elle estime que cette chasse « constitue le fondement même de la vie pour certains habitants des régions polaires » est « nécessaire à la régulation des espèces », et qu'une interdiction « n'est donc pas défendable ». Pour ces raisons, la commission préfère soumettre ce commerce « à des règles strictes en termes de protection des animaux ». La commission rejette la motion, mais en dépose une nouvelle (09.3355) le 30 mars 2009 intitulée « Réglementation concernant le commerce de produits provenant de la chasse aux phoques ». La motion charge le Conseil fédéral « de modifier les bases légales de sorte que l'importation, le transit,

*le commerce et le traitement de produits issus de phoques soient interdits en Suisse, dans la mesure où ces produits ne proviennent pas d'une chasse qui a été autorisée et contrôlée par l'Etat et qui s'est déroulée manifestement dans le respect des normes applicables à la protection des animaux».*

Le 20 mai 2009, le Conseil fédéral «*salue l'orientation préconisée par la motion*», qui «*exige une réglementation plus pragmatique*» que la motion 08.3432 du conseiller national Aeschbacher. Le Conseil fédéral indique «*que interdiction globale du commerce à base de produits de phoque examinée actuellement au sein de l'Union européenne (UE) est contestée au sein de l'OMC*».

Le 17 juillet 2009, le Parlement européen adopte un règlement interdisant l'importation de produits dérivés du phoque dans l'UE, à l'exception de ceux provenant de chasse traditionnelle pratiquée par les communautés inuites et indigènes à des fins de subsistances.

La CSEC-CE retire sa motion 09.3355, puis en dépose une nouvelle (09.3739) le 27 août 2009 intitulée «*Réglementation concernant le commerce de produits provenant de la chasse aux phoques*». Cette nouvelle motion reprend la teneur de la précédente, mais y ajoute une disposition prévoyant que les accords bilatéraux avec l'UE doivent être pris en compte. La motion est adoptée le 24 septembre 2009 par le Conseil des Etats, qui l'a transmet au Conseil national.

La CSEC-CN la rejette à l'unanimité le 5 novembre 2009. Dans ses considérants, la commission juge appropriée la réglementation du Parlement européen et soutient les dispositions édictées. Elle estime que la législation suisse doit aller dans le même sens que celle de l'UE non seulement pour garantir la protection des phoques, mais aussi pour éviter que la Suisse ne devienne, de par sa situation géographique, une plaque tournante pour le commerce des produits dérivés du phoque en Europe. Pour ces raisons, la CSEC-CN dépose une nouvelle motion (09.3979) intitulée «*Interdiction d'importer des produits dérivés du phoque*». Elle charge le Conseil fédéral de modifier les bases légales, conformément à la nouvelle législation adoptée par l'UE.

Le 13 janvier 2010, le Conseil fédéral propose de rejeter la motion 09.3979 de la CSEC-CN, au motif que la législation adoptée par l'UE fait l'objet d'une plainte déposée auprès de l'OMC par le Canada (2 novembre 2009) et la Norvège (5 novembre 2009). Le Conseil fédéral se déclare par contre prêt à accepter la motion 09.3739 de la CSEC-CE, «*qui contribuera à atteindre l'objectif d'une chasse respectueuse des phoques au moyen de mesures qui entraveront moins le commerce international*».

Le 29 septembre 2010, suite aux interventions pitoyables de la Conseillère fédérale Doris Leuthard et du Président de la CSEC-CE Theo Maissen, brandissant la menace d'une possible plainte du Canada et de la Norvège auprès de l'OMC contre la Suisse, le Conseil des Etats rejette la motion 09.3979 de la CSEC-CN par 19 voix contre 16.

► Statistiques 2009 des infractions à la loi sur la protection des animaux

## Beaucoup d'abus, peu de procédures, aucune sanction dissuasive

Dans l'édition de son premier rapport sur la protection des animaux du 6 septembre 2010, l'Office vétérinaire fédéral publie les statistiques détaillées des infractions commises en Suisse à l'encontre des animaux en 2009.

Sur les 1016 procédures pénales instruites, 700 impliquaient des auteurs de sexe masculin.

Les statistiques détaillent principalement les infractions aux articles 26, 27 et 29 de la Loi sur la protection des animaux (LPA), liées aux mauvais traitements : mise à mort cruelle, par jeu ou perversité, organisation de combats, expériences sur les animaux ayant provoqué des maux ou dommages inutiles.

**Dans la catégorie animaux de compagnie,**

sur les 666 procédures enregistrées, 455 concernaient des chiens, 85 des chats, 56 des lapins, 27 des poissons, 23 des oiseaux, 14 des serpents et 6 des cochons d'Inde.

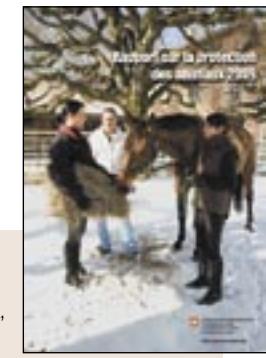
**Dans la catégorie animaux de rente,**

sur les 368 procédures enregistrées, 166 concernaient des bovins, 57 des chevaux, 49 des porcs, 47 des moutons, 27 de la volaille et 22 des chèvres.

Les cantons de Berne, Saint-Gall, Zurich et Argovie, regroupent presque à eux seuls la totalité des procédures pénales. A l'opposé, les cantons de Genève, Glaris, Uri, Nidwald, Obwald, du Jura, Valais, et les demi-cantons Appenzell Rhodes-Extérieures et Bâle ville ne comptent presque aucune procédure.

**Sur les 760 amendes délivrées en 2009 le montant moyen aura été de Fr 536.- !**

Seules 69 amendes étaient supérieures à Fr 1000.- Quant aux peines péquéniaires, 244 sur les 327 infligées ont fait l'objet d'un sursis.



Le rapport complet peut être téléchargé sur notre site internet, rubrique « News », septembre 2010.

## Création du Parti Suisse pour la protection des Animaux (PSpA)

Lancé en juillet 2010, le PSpA se fixe pour priorité d'introduire le thème du bien-être animal dans la politique, l'économie et la société. Interrogé à l'occasion du communiqué annonçant le lancement de ce nouveau parti, Renato Pichler déclarait : «*En Suisse, nous n'avons pas de lobby animal en politique, ni dans l'industrie. Par ailleurs, dans les statuts des autres partis politiques, la notion de bien-être animal est inexistante. Notre parti souhaite combler cette lacune. Nous allons prouver que l'éthique a sa place en politique. En nous appuyant sur une politique honnête, transparente et durable, nous allons également essayer d'impliquer ceux qui jusqu'alors hésitaient à s'engager politiquement. Les électeurs pourront compter sur nous chaque fois que les intérêts des animaux seront en jeu, ce qui est bien plus souvent le cas qu'on ne le pense. Que les personnes et les animaux vivent paisiblement ensemble ne sera possible que si chacun y met du sien. Dès lors, la protection des individus va de pair avec celle des animaux et de l'environnement.*»

Les personnes intéressées peuvent prendre contact avec le secrétariat du PSpA ou visiter leur site internet [www.tierpartei.ch](http://www.tierpartei.ch)

**Tierpartei Schweiz (TPS)**

Luzernerstrasse 91, 5630 Muri AG

T : 044 760 50 42

[info@tierpartei.ch](mailto:info@tierpartei.ch)

**Ligne directrice du Parti suisse pour les animaux**

Le Parti des animaux s'engage en faveur d'une constitution éthique basée sur la durabilité et le respect. Au nombre de ses objectifs :

Protection des animaux et sauvegarde de leurs intérêts • Sensibilisation au bien-être des animaux et évolution vers des comportements respectueux envers ceux-ci, adaptés à leur espèce • Remplacement des expériences sur les animaux par des méthodes alternatives, défendables médicalement et sur le plan éthique • Renforcement d'une économie agricole suisse durable, basée sur des fondements éthiques • Protection et développement des espaces vitaux naturels des animaux.

## Nouveau logo BIO pour l'UE

Issue de la nouvelle réglementation sur le label «Agriculture biologique» européen entré en vigueur le 1er janvier 2009, l'utilisation de ce logo est obligatoire depuis le 1er juillet 2010 pour tous les produits alimentaires biologiques préemballés en Europe. La nouvelle réglementation visait à uniformiser les différentes normes régissant la culture de produits biologiques au sein de l'UE. L'apposition de ce logo garantit que le produit respecte les conditions définies par l'UE pour l'alimentation biologique, notamment qu'au moins 95% des ingrédients agricoles contenus dans le produit labellisé sont d'origine bio. En revanche, le label ne peut pas être appliquée aux produits issus de la pêche, de la chasse, aux cosmétiques ou aux textiles. Certains pays comme l'Allemagne ou la France étaient opposés à cette nouvelle réglementation, lui reprochant d'imposer des normes moins strictes que celles actuellement appliquées dans leurs pays. Les critiques concernaient les conditions fixées pour les élevages d'animaux de rente ainsi que la présence d'OGM tolérée à hauteur de 0,9%. L'utilisation d'antibiotiques et produits phyto-sanitaires est également possible, sous certaines conditions. Pour ces raisons, de nombreux producteurs entendent maintenir l'apposition de leur logo, conjointement avec celui de l'UE.



### La situation en Suisse

Parmi les labels bio, le bourgeon reste le plus diffusé et connu du public. Créé en 1981 et propriété de Bio Suisse, il se décline principalement sous les deux formes suivantes : Le Bourgeon « Bio Suisse », garanti qu'un minimum de 90 % de matières premières proviennent de Suisse ; Le Bourgeon « Bio » est attribué lorsque plus de 10 % des matières premières sont importées (mais soumises aux mêmes conditions de production).

Le label garantit que les lieux de production pratiquent une agriculture biologique sur l'ensemble de leur exploitation. Il exclut l'emploi d'organismes génétiquement modifiés (OGM), les pesticides et engrains chimiques de synthèse, ainsi que les additifs considérés comme inutiles (arômes et colorants). En Suisse, la certification des produits est confiée à l'organisme Bio inspecta.



## Gavage de pesticides

Une fois encore, des analyses pratiquées par les chimistes cantonaux ont relevé des taux de pesticides trop élevés dans la plupart des produits testés. Ceux-ci provenaient principalement des grandes cultures maraîchères du sud de l'Europe.

Sachant que la loi impose un taux maximal

par pesticide, sans interdire l'association de plusieurs d'entre eux (on peut retrouver jusqu'à huit pesticides différents dans un seul légume ou agrume), on se demande comment les producteurs arrivent encore à dépasser les normes. A moins de viser la création de nouvelles espèces potagères mutantes.

On se demande aussi comment malgré l'accumulation de substances chimiques, ils arrivent encore à nous les faire manger ? Pourtant, des chimistes cantonaux publient depuis plusieurs années sur leur site Internet, les résultats des analyses faites sur les produits alimentaires. En prendre connaissance suffit à faire réfléchir à sa consommation.

### Un peu d'optimisme

La bonne nouvelle que nous apprennent ces tests est que les produits distribués sous label bio sont réellement exempts de produits chimiques. Favoriser ce type de produit ne ménagera pas seulement la terre qui permet leur culture, mais aussi notre organisme. Ce qui est toujours bon à prendre si on prend en considération l'explosion des cas de cancers depuis une vingtaine d'années.

Une autre bonne nouvelle que nous révèlent ces tests est la (relative) « bonne qualité » des produits suisses cultivés de manière « conventionnelle » (avec des produits chimiques mais en quantité limitée). Cela peut nous amener à réfléchir à la politique agricole voulue par le Conseil fédéral. Bien sûr, les accords commerciaux et autres impératifs économiques visent logiquement la suppression, à long terme, des cultures nourricières de notre pays, pas assez compétitives. D'ailleurs, la réflexion à laquelle s'est soumise le Département fédéral de l'économie lors de la révision de l'ordonnance sur la protection des animaux est assez explicite. A la question de savoir pour quelle raison un délai de transition (si long) de 20 ans était octroyé aux éleveurs de vaches pour supprimer les « jougs électriques <sup>(1)</sup> » des étables, sa réponse avait au moins l'avantage

d'être clair : « C'est simple, en prévoyant la cessation d'activité « naturelle » de 3 % d'exploitations agricoles par année, nous avons calculé que dans 20 ans, il n'y aura plus d'exploitations susceptibles de détenir des vaches sous cette forme ! »

### Avant qu'il soit trop tard

Néanmoins, au cynisme de nos autorités, nous (consommateurs) ferions bien de réfléchir à l'intérêt ou non de maintenir la « souveraineté alimentaire » de notre pays. Il serait triste qu'un jour, nous n'ayons plus d'autres choix que de nous nourrir de salades et autres produits bourrés de substances chimiques, sous prétexte que la matière grise est infiniment plus rentable pour les finances publiques que l'agriculture. La viande aux hormones et les OGM frappent à nos portes et nous finirons bien finir par les ouvrir en raison des accords commerciaux signés. Ce jour-là, sans une agriculture et des élevages de proximité dont on peut contrôler la production, nous serons bien obligés d'avaler ce qu'on nous proposera. Et tant pis si notre santé en fait les frais. Les entreprises pharmaceutiques s'en frottent déjà les mains.

### Le comité de rédaction

(1) Joug électrifié placé au-dessus du garrot de l'animal, pour le contraindre à ne pas déféquer dans l'aire de sa couche sous peine de recevoir un choc électrique. Ce procédé n'a été interdit dans les exploitations agréées « Bio Suisse » qu'en 2002 !

## Spécialistes unanimes

Bien sûr, malgré les taux élevés de pesticides relevés, aucun de ces produits n'est considéré comme « dangereux » pour la santé. « Il faudrait manger trois kilos de salade par jour », ou « il faudrait consommer cinq kilos de poivrons » nous rassurent les « spécialistes ». En premier lieu, les « spécialistes » oublient, peut-être volontairement, de rappeler que la quantité de substances chimiques ingérées n'est pas le fait d'un produit, mais d'une quantité multiple de produits. Dès lors, la question n'est pas de savoir si « trois kilos de salade par jour » risquent de porter atteinte à notre santé mais si le fruit consommé le matin, plus les céréales, plus le jus de fruits, plus les aliments en cours de la journée, additionnés

# La grande bouffe de fin d'année. Une fois encore.

On nous reproche de nous répéter; que faire d'autre pourtant que de condamner encore et encore la consommation effrénée de la viande et les dégradations multiples qui en résultent : faim dans le monde, pollution de l'air, de l'eau, de la terre, etc. Même les médias les plus frileux se font désormais le relais des organisations humanitaires, environnementales, et des associations de protection des animaux qui dénoncent inlassablement le saccage du vivant.

A lire les annonces qui fleurissent dans nos journaux, on se demande si nos campagnes d'information ont un effet véritable : dans les supermarchés, on ne compte plus les actions des volailles et les promotions de viandes bon marché en provenance des pays de l'est, du Brésil. Il n'est pourtant plus possible d'ignorer les terribles conditions de détention des animaux dans les élevages industriels où souffre « la viande » bon marché, ni les méthodes barbares de fabrication du foie gras, produit néo-mystique sans lequel certaines personnes ne sauraient envisager un repas de Noël et de l'An Nouveau.

Avons-nous donc perdu la bataille pour la protection des animaux ? Pour ma part, j'ai souvent l'impression de ressembler à un personnage de Cervantès... Mais, comme le disait Edmond Kaiser, fondateur de Terre des Hommes et de Sentinelles : «désespérés plutôt que las» il nous incombe de continuer notre combat, juste et nécessaire. Les carnivores DOIVENT SAVOIR quelles souffrances ils infligent aux animaux quand ils mangent de la viande.

Méditons l'exemple de Tolstoï, végétarien convaincu, qui, las des moqueries de ses convives, avait attachés une dinde, un faisan, un canard, une poule, à la chaise de chacun, ainsi qu'un couteau, afin que ses hôtes aient le loisir de tuer elles-mêmes leur plat carné.

Au-delà de l'offense, et dans ce sens, ceux qui mangent encore de la viande, même s'ils se disent que ce n'est pas souvent, auraient-il le courage de gaver une oie, de tuer de leurs mains un porcelet, un veau, un agneau ?

Susanna Wachtl



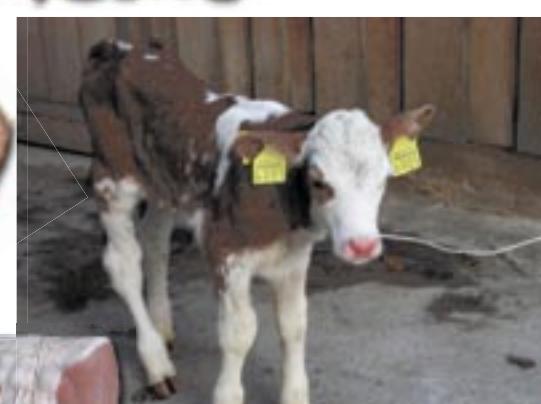
Cailles farcies aux raisins



Foie gras poêlé aux girolles et truffes de Saint Jean



Lapin aux pruneaux



Rôti de veau en cocotte



Côtelettes d'agneau à la Dijonaise



Filet mignon de porc en croûte

Diffusion du DVD produit par Kate Amiguet de la Fondation MART

## « Derrière les portes »

Il y a des organismes de protection de la nature ou des animaux dirigés mollement et qui, bien que comptant de nombreux salariés, ne font pas grand chose. Et puis il existe des organismes qui, avec une poignée de volontaires, font un travail remarquable.

C'est le cas de la Fondation MART qui diffuse ce DVD. Il s'agit d'images tournées en 2009 et 2010 dans des exploitations détenant des animaux de rente dans les cantons de Fribourg, Vaud et Valais. On y voit la misérable existence de cochons, lapins, bovins et autres animaux. Certains sont détenus dans

une totale obscurité en pleine journée. D'autres sont entassés dans des « usines à viande ». De nombreuses images montrent des infractions flagrantes à la législation. Dans ces cantons, où le nombre d'exploitations dépasse largement les moyens attribués aux autorités de contrôles, et où la pression politique muselle les interventions visant à mettre fin à ces pratiques hors-la-loi, ces images sont salutaires. A diffuser autour de soi.



Le DVD est distribué gratuitement. Durée 52 minutes. Infos :  
[www.mart.ch](http://www.mart.ch). Dons et soutien : CCP 17-651235-3

## Editorial

Liebe Mitglieder  
Liebe Leserinnen und Leser

Einmal mehr danken wir Ihnen allen ganz herzlich für Ihre treue und stete Unterstützung, ohne die unsere Aktionen nicht möglich wären. Bei Redaktionsschluss dieser Zeitung sind wir mit der Vorbereitung von Aktionen und Informationsständen für den zweitägigen Kongress beschäftigt, den Interpharma am Montag, den 29., und Dienstag, den 30. November 2010, veranstalten wird (siehe Artikel auf S. 14). Vorgesehen ist die Verteilung von Flugblättern am 30. November 2010 vor dem Bundeshaus. Ziel sind unsere Politiker die zu dieser an der parlamentarischen Wintersession teilnehmen. Am selben Tag werden wir auch einen Informationsstand in Bern, am Bärenplatz halten.

Infolge Platzmangels in unserer Zeitung können wir Sie nicht über die Fortsetzung einiger noch offener Dossiers informieren. Dies gilt insbesondere für das Geschehen rund um Dr. Bize. Nachdem dieser vom Solothurner Gericht wegen seinen Tierversuchen verurteilt worden war, wandten wir uns wegen der Finanzierung, die dem Forscher für neue Experimente gewährt wurde, an den Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF). Man könnte fast von einer Anregung zu Gesetzesübertretungen sprechen. Erhielt der Forscher vor seiner Verurteilung eine finanzielle Unterstützung von CHF 60'000.-, sind es inzwischen bereits CHF 375'000.-. Stellt sich also die Frage, ob es sich dabei um eine Prämie seiner Kolleg/innen wegen des Schadens handelt, den diese aufgrund der Angriffe der böswilligen Gegner von Tierversuchen erlitten haben. Während drei Jahren haben diese ein Strafverfahren verfolgt, aus dem schliesslich hervorging, dass das besagte Individuum das Gesetz wissentlich zulasten der Tiere verletzt hatte, die seinem Skalpell zum Opfer fielen.

Am 20. Oktober liess der SNF verlauten, er stufe den Fehler von Dr. Bize nicht als genügend „schwerwiegend“ ein. Seiner Ansicht nach ist Dr. Bize zudem „absolut bereit und in der Lage, die ethische und rechtliche Verantwortung für seine Forschung zu übernehmen“. Für den SNF, der seit Jahren dafür sorgt, dass mit dem Geld der Steuerzahler nur Versuche finanziert werden, die strengen Regeln und ethischen Richtlinien unterliegen, muten die Pseudorichtlinien inzwischen wie schöne Kammermusik an. In Tat und Wahrheit können die Funktionsweise und Zusammensetzung des SNF die Finanzierung zweifelhafter und parteiischer Projekte nur fördern. Gemäss den vom SNF veröffentlichten Zahlen dienten im Jahr 2009 rund 70% der gewährten 77 Millionen Franken zur Finanzierung von Tierversuchen einzig und alleine dazu, die Löhne der Forscher zu finanzieren (CHF 53 Millionen). Das Hauptinteresse des SNF besteht darin, den unzähligen Forschern Arbeit zu vermitteln, deren einziges Ziel darin besteht, die Zahl der wissenschaftlichen Publikationen zu vermehren. Dies obwohl die meisten Forschungen schliesslich irgendwo in einer Schublade enden. Die unzähligen Leiden, die Tieren dabei auf unnötige Weise verursacht werden, scheinen niemanden zu interessieren. Aufgrund dieser Sachlage bleiben wir am Ball und werden Sie in der nächsten Ausgabe unserer Zeitung darüber informieren, wie es mit dem Dossier weitergeht.

Ihnen allen wünschen wir von ganzem Herzen frohe Festtage!

Der Vorstand

# Tanti calorosi auguri per il 2011 ai nostri Soci e simpatizzanti!

## Alles Gute zum 2011

## Meilleurs Vœux 2011 à tous nos Membres et Sympathisants !

## La suprastonza engrazia a ses numerus comembres e simpatisans

### Erneuerung des Vorstandes für die Periode 2011-2013

Liebe Mitglieder, wie Sie wissen, wird an unserer Generalversammlung im März 2011 der Vorstand der SLGV erneuert. Wir suchen insbesondere Vertreter/innen aus der Deutschschweiz – vor allem aus den Kantonen Bern, Zürich und Basel – sowie dem Kanton Waadt.

Die SLGV finanziert ihre Tätigkeit dank den Spenden und Legaten, die sie erhält. Möglich sind ihre Aktionen aber insbesondere dank dem Einsatz ihrer Mitglieder. Leider mangelt es uns jedoch an Mitgliedern, die sich engagieren möchten, um unseren Forderungen Nachdruck zu verleihen. In den letzten Jahren wurden zahlreiche Fortschritte gegen Tierversuche erzielt. Diese waren aber nur möglich, weil Organisationen wie die SLGV weiterhin Druck auf Wissenschaftler und Politiker ausüben. **Jeden Tag sterben in den Labors unseres Landes über 2'000 Tiere aufgrund von Experimenten. Wir sind auf Ihre Mitarbeit angewiesen!** Sind Sie daran interessiert, die Tierversuchsverfahren in Ihrem Kanton zu verfolgen, sich an der Veranstaltung von Aktionen zu beteiligen und die lokalen Tierschutzverbände sowie die politischen oder sonstigen Vertreter um Unterstützung anzugehen? Sprechen Sie Deutsch oder Französisch und können sich auch in der anderen Landessprache verstehen? Möchten Sie sich also direkt an der Verwaltung und Organisation der Liga beteiligen? Dann wenden Sie sich an uns! Wir freuen uns über Ihre Kandidatur. Gemäss Art. 9 unserer Statuten muss diese bis spätestens am 15. Februar 2011 bei uns eintreffen. Unseren kantonalen Delegierten bieten wir logistische Unterstützung durch die Liga in Genf, die Finanzierung von Projekten sowie die Übernahme sämtlicher mit dieser Aktivität verbundenen Kosten nach Genehmigung durch das nationale Komitee.

### Spendenbescheinigung 2010 für Ihre Steuererklärung

Spenden an die SLGV und andere Organisationen von öffentlichem Nutzen können von Ihrer Steuererklärung abgezogen werden. Je nach Kanton sind unterschiedliche Beträge abzugsberechtigt (im Allgemeinen ab Fr. 100.-). Die SLGV verfügt über kein Informatiksystem, welches automatisch Spendenbescheinigungen erzeugt. Die Inbetriebnahme eines solchen Systems und der jährliche Versand von Zehntausenden von Spendenbescheinigungen wären zu kostspielig. Dies insbesondere in Anbetracht der Tatsache, dass nur ein kleiner Teil dieser Bescheinigungen auch tatsächlich verwendet wird. Das Sekretariat führt hingegen eine Liste mit denjenigen Mitgliedern und Gönnerinnen, die Anfang Jahr eine Spendenbescheinigung erhalten möchten. Wenn Sie sich auf einer solchen Liste eintragen wollen, senden Sie uns eine Nachricht oder telefonieren Sie uns zu den im Impressum angegebenen Zeiten.

# Nestlé bis zum «Geht-nicht-mehr»

28. September 2010. Die Presse feiert das Event. Dies gilt zumindest für die Westschweizer Presse. Mit der Ankündigung Nestlés, innerhalb von zehn Jahren 500 Millionen Franken in ein neues Institut der Ecole polytechnique fédérale (EPFL) investieren zu wollen, wird der Genferseebogen zum immer stärkeren Konkurrenten des Zürcher Forschungspools.

Nestlé geht dabei äusserst durchdacht vor. „Auf den Gesundheitswissenschaften basierend werden wir in zehn Jahren im Ernährungsbereich führend sein“, erklärt Luis Cantarell, Generaldirektor von „Nestlé Health Science“. Das Institut, das ein ehemaliger wissenschaftlicher Direktor einer Biotechnologiefirma in San Diego leiten soll, wird sich auf die biomedizinische Forschung konzentrieren, um menschliche Krankheiten und den Alterungsprozess besser verstehen zu können. Man könnte es auch anders sagen: Da der traditionelle Yoghurtmarkt demnächst gesättigt ist, möchte Nestlé ein Yoghurt mit Heilwirkung kreieren. Dies soll sogar wirken, bevor man überhaupt krank wird.

„Wir müssen die Gesundheitsprobleme besser vorwegnehmen und Produkte finden, mit denen man beispielsweise Alzheimer oder Altersbeschwerden bekämpfen kann. Wenn die Produkte entschädigt werden, soll dies auch gelten, wenn Sie noch nicht krank sind“, erklärte Peter Brabeck, derzeitiger Präsident von Nestlé und ehemaliger Verwalter der Pharmagruppe La Roche, im Brustton der Überzeugung. Bezüglich

der Art, die Produkte zu vertreiben, erklärte der Generaldirektor, alles sei möglich. „Einige könnten in der Apotheke gegen Rezept verkauft werden. Denkbar ist aber auch ein freier Handel. Der Durchschnittspreis steht noch nicht fest.“ Bei einem Produkt, das noch nicht einmal hergestellt wurde, ist dies nicht allzu erstaunlich.

## «Medikamentenyoghurts? So ein Quatsch!»

Im April 2010 lobte die Presse das therapeutische Potenzial des Functional Foods noch nicht so überschwänglich. Eine grosse Zeitung bezeichnete die Produkte sogar als „Quatsch“. Dieses Urteil fällte sie, nachdem die Europäische Behörde für Lebensmittelsicherheit (EFSA) der Firma Danone untersagt hatte, in ihrer Werbung für die Wunderyoghurts „Activia“ und „Actimel“ von einem gesundheitsfördernden Aspekt zu sprechen. Von 2005 bis 2008 hatte Danone sein Budget „Forschung und Entwicklung“ bereits von 3 auf 30 Millionen Euro aufgestockt. Auch Nestlé investierte seelenruhig in den vielversprechenden Markt.

Seit 2006 unterstützt das Unternehmen die EPFL jährlich mit fünf Millionen Franken, um „den Zusammenhang zwischen Ernährung und Gehirn“ zu untersuchen. Die EPFL war begeistert über das Abkommen und sprach „vom wichtigsten Abkommen einer akademischen Partnerschaft, das je mit einem Privatunternehmen abgeschlossen worden war.“ Die EPFL versicherte: „Die Professoren werden über jeglichen akademischen Spielraum und Publikationsfreiheit verfügen. In Verbindung mit Nestlé wird ein wissenschaftliches Komitee die Forschungsachsen erarbeiten (sic!).“ Sich auf akademische Freiheit zu berufen, während ein Finanzgeber vorschreibt, was zu untersuchen ist, stellt ein ziemlich starkes Stück dar. Mit seinem Vorgehen strebte Nestlé ein „breites Untersuchungsfeld an, das alle Etappen der Existenz umfasst“. Dies gilt insbesondere für „die Rolle, welche die Ernährung in der Hirnentwicklung der Kinder spielt“. Für derart hochrangige Untersuchungen werden Ratten krank gemacht. Anschliessend wird untersucht, ob sich die Tiere mit dieser Art von Ernährung heilen lassen.

## Eine erbärmliche Forschung in einem laschen Kanton

Ob Nestlé sein Geld in absurdens Forschungen verschleudert, ist nicht von Belang. Das Verhalten der EPFL, die sich darüber freut,



Die Krankheiten, die Nestlé bekämpfen möchte, sind teilweise auf eine zu üppige und unausgewogene Ernährung zurückzuführen. Auf die Frage, ob der Multi auch die Verwendung schädlicher Substanzen wie Palmöl zur Herstellung seiner Massenkonsumprodukte reduzieren möchte, erklärte Nestlé-Generaldirektor Paul Bulcke die Frage als „nicht relevant“.

ihre künftigen Forschenden in einem derart unwichtigen Bereich wirken zu lassen, ist nicht allzu glorreich. Völlig verschwiegen haben die Medien in ihrer Berichterstattung aber die unzähligen Leiden, die den Tieren bei solchen Versuchen beigelegt werden. Die Forschung, welche Nestlé betreibt, ist eine Schande. Dasselbe gilt für die Vorgehensweisen bei den Tierversuchen und die Leiden, die damit für die Tiere verbunden sind. Nestlés Experimente bestehen nicht darin, Tausende von Tieren mit einem Yoghurt vollzustopfen, das mit einem wunderbaren Bifidus angereichert wurde. Bevor all diese Tiere bis zum Geht-nicht-mehr Bifidus erhielten, wurden ihnen mit Hilfe von Spritzen, durch Vergiftung oder andere Methoden Krankheiten übertragen. In den Waadtländer Labors werden heutzutage Tiere vergiftet, um die therapeutische Wirkung eines Produkts zu prüfen, das über keine oder nur eine geringe therapeutische Wirkung verfügt.

Solch erbärmliche Versuche sind nur dank dem laschen Verhalten der Waadtländer Behörden möglich. Diese hatten nie den Mut, die überflüssigen und grausamen Experimente zu verbieten. Was zählt, sind einzig die Investitionen in die Forschung und die Ausstrahlung, welche diese den so genannten „Hoch“-Schulen des Kantons bescheren soll.

In Anbetracht dieser Tatsachen stellt sich die Frage, wer auf die Durchführung solch beschämender Versuche stolz sein kann...



November 2006, Begeisterung des Präsidenten der EPFL sowie der Vertreter von Nestlé bei der Unterzeichnung des Abkommens.



September 2010, gediegener Stil mit einer «Degustation von Functional Food» bei Abschluss der Medienkonferenz durch die führenden Köpfe von Nestlé. Die EPFL ist von der Bildfläche verschwunden – Nestlé ist nun unter sich.

# Interpharma gut versteckt

Am Montag, den 29. November, sowie am Morgen des 30. Novembers 2010 wird in Basel ein Kongress mit dem Titel „Verdammte Forschung?“ stattfinden. Bei dieser Gelegenheit werden 80 Wissenschaftler/innen aus der Schweiz, Frankreich, England und Deutschland sowie Betreiber/innen von Tierversuchen anreisen, um sich für ihre Forschung stark zu machen.

Zu den Vorträgen eingeladen sind Politiker/innen der Kantone und des Parlaments sowie die kantonalen Behörden, die mit den Tierversuchen beauftragt sind. All diese Personen haben ein persönliches Schreiben erhalten, das ankündigte: « Die Forscherinnen und Forscher sind heutzutage darüber beunruhigt, dass in der Politik sowohl auf nationaler als auch europäischer Ebene die Bedingungen für Tierversuche laufend verschärft werden. Während die neuen gesetzlichen Bestimmungen einerseits das Wohlbefinden der Tiere und ihre guten Zuchtbedingungen verbessern, tragen sie andererseits stark zu Regeln bei, welche die Forschung enorm behindern, ohne das Wohlbefinden der Labortiere signifikant in eine andere Richtung zu lenken. » (sic!) Am Dienstag, den 30. November 2010, sind die gleichen Gäste anlässlich der Wintersession des Parlaments (29. November – 17. Dezember 2010) von 18 – 19.30 Uhr in Bern zu einem Treffen eingeladen, bei dem « im Laufe dieses interessanten Dialogs ein Apéro serviert wird ».

## « Ehrwürdige » Organisationen

Der Kongress wird vom Verein „Forschung für Leben“ veranstaltet. Dieser « parteipolitisch und konfessionell unabhängige Verein » verfolgt folgende Ziele: « Wir informieren die Bevölkerung über die Ziele, die Bedeutung und die neuesten Ergebnisse der biologisch-medizinischen Forschung. Wir fördern den Dialog zwischen Wissenschaftlern und wissenschaftlichen Laien. Wir bringen den Nutzen, aber auch die Gefahren der Forschung einfach und klar zur Sprache. Wir schaffen Grundlagen zur ethischen Bewältigung des biologisch-medizinischen Fortschritts. » Der Verein betont die wissenschaftliche Vielfalt seiner Mitglieder, von denen die meisten an unseren Hochschulen tätig sind. Das Präsidium hat Dr. Michael Hengartner vom Institut für Molekularbiologie der Universität Zürich, Vizepräsident ist Prof. Rolf Zeller vom Departement Biomedizin der Universität Basel.

Hinter dem glatten und neutralen Image des Vereins „Forschung für Leben“ verbirgt sich eine Propagandaorganisation, deren Aktivitäten von den Pharmaunternehmen Novartis, Roche, Merck Serono und Actelion finanziert werden. Diese stecken hinter der Bezeichnung „Interpharma“.

Seit mehreren Jahren verfolgt Interpharma die Strategie, nicht direkt in die Gespräche

über Tierversuche einzugreifen. In einer derart sensiblen Debatte bewirkt das schlechte Image dieser Unternehmen, die regelmäßig beschuldigt werden, nur ihre persönlichen Interessen zu verfolgen, um riesige Gewinne einzuheimsen (15 Milliarden für Roche und 10,8 Milliarden für Novartis im Jahr 2009), dass die Glaubwürdigkeit der Vereinigung in Frage gestellt werden könnte. Deshalb unterwandert Interpharma die Debatte im Hintergrund mit dem Scheckheft und seinen Vertretern, die geschickt von „edlen“ Wissenschaftler/innen aus Universitätskreisen umgeben sind. Der Einsatz dieser Forschenden (oftmals dieselben!), die sich in den Medien zu Wort melden oder als Lobbyisten für Tierversuche tätig sind, ist nicht allzu edel. Auf den bestehenden Interessenkonflikt weisen die Medien selten hin. Oft wird die Lage so dargestellt, als würden die Wissenschaftler/innen aus Überzeugung handeln und sich für eine Forschung einsetzen, die im Sinne des öffentlichen Gesundheitswesens ist. In Tat und Wahrheit stellt die Forschung an Tieren aber vor allem das tägliche Brot dieser Akademiker/innen dar. Ohne Tierversuche würden sie keinen Lohn mehr erhalten.



Im Hintergrund bekämpft Interpharma die Bestimmungen, die das Schicksal der Tiere verbessern sollen. Gleichzeitig bemüht sich die Organisation, in der Öffentlichkeit ein ethischeres Image zu verbreiten. So erklärte sie beispielsweise in ihrer « Tierschutzcharta », die sie im Juni 2010 in den Medien verbreitete, sie setze sich dafür ein, « unsernen Labortieren qualitativ hochwertige Unterbringungsbedingungen zu gewährleisten und uns zu bemühen, diese Bedingungen laufend zu verbessern; unsere externen Partner zu verpflichten, diese hohen Standards des Wohlbefindens der Tiere einzuhalten, wenn diese auf unsere Rechnung Studien vornehmen (...) ».



Die F12-Plakate wurden hauptsächlich an den Bahnhöfen Bern und Basel aufgehängt. Die Bewohner des Kantons Basel erhielten auch eine entsprechende Broschüre mit Informationen.

## IMPRESSIONUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

**Publikation:** Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst. **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** SLGV **Druck:** Edipress, auf Recycling-Papier Snow-Print 60 gm2 **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE **T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch** **Jahresbeitrag für Mitglieder:** mindestens CHF 15.-- **PSchKto 12-2745-6** **Unser Büro ist von Montag bis Freitag von 9 bis 12 Uhr geöffnet, sowie am Montag-, Mittwoch- und Donnerstagnachmittag von 14 bis 17 Uhr.**

Interpharma finanziert auch die Tätigkeiten der Stiftung GEN SUISSE. Ihr Vorstand setzt sich zusammen aus Bundesparlamentariern und Wissenschaftler/innen die hauptsächlich an den Universitäten Zürich und Basel, Bern, Lausanne und Genf tätig sind.

Die derzeitige Vizepräsidentin der Stiftung, die **Aargauer Ständerätin Christine Egerszegi-Obrist**, unterwandert auch die Stiftung Forschung 3R. Diese unterstützt als einzige Schweizer Organisation Alternativmethoden (ohne Tierversuche). Der Bund, der von Gesetzes wegen verpflichtet ist, die Entwicklung solcher Methoden zu unterstützen, beteiligt sich jedes Jahr mit CHF 400'000.-. Interpharma wendet einen ähnlich hohen Betrag auf. Prof. Peter Maier ist der Präsident des wissenschaftlichen Komitees der Stiftung

Forschung 3R. Er nimmt hauptsächlich Projekte entgegen, die mit Unterstützungsanträgen eingesandt werden, und evaluiert sie. Dabei lehnt er die meisten Gesuche ab. **Während 2009 drei neue Projekte unterstützt wurden, wurden deren 18 abgelehnt.** Peter Maier wird als „Dr. sc. nat. ETH“ bezeichnet, obwohl er bei Novartis angestellt ist. Die Tätigkeit der Stiftung Forschung 3R ist ebenso lächerlich wie ihr jährliches Budget in der Höhe von CHF 800'000.-. Während ihres zwanzigjährigen Bestehens unterstützte sie im Schnitt jährlich fünf Projekte. Zum Vergleich: Im Jahr 2009 wurden in der Schweiz 1'051 neue Tierversuche bewilligt! Unter dem Vorwand der ehrwürdigen Stiftung Forschung 3R betreibt Christine Egerszegi-Obrist mit GEN SUISSE beim eidgenössischen Parlament zudem Lobbying für

## „Forschung für Leben“ fasst in der Westschweiz Fuss

Auf seiner Website kündigt der Verein die Bildung einer Arbeitsgruppe „Forschung für Leben, Region Westschweiz“ an. Diese verfolgt das Ziel, « die Bevölkerung über die Ziele, Aufgaben und Resultate sowie die Bedeutung der Forschung in der Biologie und Medizin zu informieren. Sie möchte sich auch an Diskussionen zu ethischen Fragen beteiligen, die sich im Zusammenhang mit Fortschritten dieser Forschung ergeben».

Die Splittergruppe führen vier Wissenschaftler an. Dazu gehört Marcel Gyger, ehemaliger Forscher bei Nestlé und derzeit an der EPFL mit Tierversuchen beauftragt. Er wird als Mitarbeiter des Waadtländer Veterinäramtes (und somit der Behörde, die Tierversuche bewilligt) vorgestellt. Dazu kommen drei Kameraden des Physiologischen Institutes der Universität Freiburg mit Eric Rouiller an der Spitze. Gegen sie richtete sich letztes Jahr unsere Petition, die wir gegen Affenversuche an dieser Universität lancierten.

Die Petition, die wir mit der ATRA und der AGSTG im Rahmen unserer Veranstaltung „Zusammen gegen Tierversuche“ vom 19. September 2009 in Freiburg lancierten, wurde mit fast 20'000 Unterschriften innert drei Monaten bei der

Kanzlei dieses Kantons eingereicht. Sie hatte im Grossen Rat ein Postulat zur Folge, das sich mit Tierversuchen und der Verwendung von Affen in der Forschung befasst.

In ihrem Jahresbericht 2009 prangern die führenden Köpfe von „Forschung für Leben“ die «oft kriminellen Machenschaften von fundamentalistischen Tierschutzkreisen» an. Schliesslich beweihräuchern sie sich selber wegen ihrer tollen Feldanalyse: «Dank der Beobachtung der Szene der Tierversuchsgegner wird die Geschäftsstelle im Mai auf die „Schweizerische Liga gegen Vivisektion“ aufmerksam, die auf den 19. September 2009 in Freiburg eine Kundgebung gegen die Affenversuche von Prof. Eric Rouiller (Universität Freiburg) plant und für eine Petition „Stoppt die Affenversuche“ Unterschriften sammelt. Prof. Rouiller und die Universität Freiburg werden von der Liga frontal angegriffen und verunglimpft. Ffl nimmt Kontakt mit Prof. Rouiller auf und erkundigt sich, ob er Unterstützung braucht. In der Folge erarbeitet die Arbeitsgruppe „Tierversuche“ eine Strategie, wie mit den Aktivitäten der „Liga gegen Vivisektion“ umgegangen werden soll. Die Universität Freiburg beschliesst, unseren Input aufzunehmen. Auf den 19. September organisieren die Uni Freiburg und Ffl zusammen eine Tagung zum Thema und stellen eine Dokumentation für die Medien zusammen. Aus unserem Kreis referiert Prof. Rolf Zeller von der Universität Basel.»

Im Bericht werden auch Artikel mit vielsagenden Titeln aufgelistet, die in den verschiedenen Zeitungen erschienen. So heisst es beispielsweise «Versuchstiere retten Leben – meist unbemerkt und jeden Tag» (Die Weltwoche) oder «Warum wir Tierversuche brauchen» (Tages-Anzeiger).

Da haben sie sich aber etwas vorgenommen...

Tierversuche. Dabei werden beispielsweise Vorträge gehalten, um Tierversuche an Primaten zu unterstützen.

Angesichts dieser Situation ist es recht einleuchtend, warum in der Schweiz bezüglich Alternativmethoden keine grossen Fortschritte erzielt werden. Tierversuche und die damit verbundenen attraktiven Einkommen haben noch viele schöne Tage vor sich.

## Mit Ihrer Hilfe informieren

Die Strategie von Interpharma zahlt sich zugegebenermassen aus. Die Medien und Politiker/innen merken dies nicht. Nur wenige interessieren sich für die Verzweigungen der verschiedenen Organisationen und der Finanzierungsquellen, die ihre Tätigkeiten ermöglichen. Unsere Mittel sind beschränkt. Trotzdem können wir versuchen, zu handeln und die Öffentlichkeit zu informieren. Hinsichtlich der Konferenzen in Basel haben wir den Versand eines informativen Flyers geplant, der 250'000 Haushalten in diesem Kanton zugestellt wird. Zudem veranstalteten wir eine Plakataktion im Stadtzentrum und am Bahnhof.

Eine ähnliche Plakataktion wird auch in Bern stattfinden. Darüber hinaus haben wir 247 Mitgliedern des National- und Ständerates ein Schreiben gesandt. Auch die Kantons- und Bundesbehörden wurden über die Vorgehensweisen von Interpharma informiert.

Vor dem Bundeshaus werden wir am Dienstag, 30. November 2010 Flugblätter an Politiker und andere Teilnehmer an der Wintersession verteilen. Zudem halten wir am 30. November in Bern, auf dem Bärenplatz nahe dem Bundeshaus, den ganzen Tag einen Stand.



Die Forschenden möchten keine Fotos, welche die Leiden von Tieren zeigen. In seinem Jahresbericht erklärte der Verein „Forschung für Leben“, beim Gratsanzeiger „20 Minuten“ wegen eines Bildes interveniert zu haben, « welches einen Rhesus-Affen mit einer im Kopf festgeschraubten Metallkrone zeigt. Sie (Anm. d. Red: die Geschäftsstelle) vermittelt ein Interview (...) und erreicht, dass keine «Skandal»-Fotos mehr gebraucht werden. »



► Standaktionen SLGV

# Animalia und Bio-Salon in Evian

Die SLGV beteiligte sich mit einem Stand an der 9. Fête de la Bio, die am 25./26. September 2010 in Evian (F) stattfand, sowie am 16. Salon international des animaux de compagnie – Animalia. Dieser wurde am 16./17. Oktober 2010 im Lausanner Palais de Beaulieu (VD) durchgeführt.

Möglich war unsere Standaktion in Evian dank Eugène Herrero von der Firma Callyopé. Dieser stellte uns grosszügigerweise einen Standort zur Verfügung. Am Samstagnachmittag beteiligte sich Marie Berger von der Vereinigung Oïkos Kaï Bios an der Standaktion und half uns, für eine grosse Anzahl Petitionen Unterschriften zu sammeln, insbesondere gegen Versuche, die im Biopark d'Archamps in Hochsavoyen (F) an Lemuren durchgeführt werden. Unter der Adresse <http://oikoskaibios.monsite-orange.fr> ist es weiterhin möglich, die Petition zu unterzeichnen. Nebst dem Platz, den wir nicht an Tieren getesteter Kosmetika widmeten, stellten wir im Rahmen unseres Standes an der Animalia auch einen Teil der Projekte aus, die anlässlich unseres Plakatwettbewerbes „Für den Ersatz von Tierversuchen durch neue Alternativmethoden“ bei uns eingingen.



Im Rahmen von ANIMALIA sammelten wir rund 2'000 Unterschriften für folgende Petitionen:

#### **„Keine Einfuhr von Robbenprodukten in die Schweiz“**

(siehe Artikel auf S. 18)



#### **„Für das Recht zur Verweigerung von Tierversuchen aus Gewissensgründen“**

Die von der Bardot-Stiftung lancierte Petition zielt darauf ab, den Studierenden in Frankreich zu ermöglichen, die Vivisektion abzulehnen und statt dessen Alternativmodelle zu verwenden. In Italien erlaubt ein Gesetz Hochschulabsolventen, im Rahmen ihrer Ausbildung auf Tierversuche zu verzichten. In Frankreich werden Studierende hingegen immer noch hart bestraft, wenn sie solche Methoden ablehnen. Dabei konnte schon vor langer Zeit bewiesen werden, dass Akademiker, die Alternativmethoden einsetzen, dieselben Fähigkeiten und Kenntnisse erwerben wie diejenigen, die Vivisektion betreiben. Deren Erhaltung ist in den meisten Fällen auf eine klare Absicht der Professoren zurückzuführen, die künftigen Forschenden möglichst rasch für das Schicksal ihres „Arbeitsmaterials“ unempfindlich zu machen.



#### **„Für einen vegetarischen Tag pro Woche“**

Die vom Kollektiv Végésanté lancierte Petition möchte in den öffentlichen Restaurants des Kantons Waadt (Spitäler, Schulkantinen usw.) wöchentlich einen vegetarischen Tag einführen und den Privatsektor dazu anregen, dies ebenfalls zu tun. Die Idee eines Vegetariertages stützt sich auf aktuelle Argumente gegen den Fleischkonsum sowie den Konsum tierischer Produkte. Als Argumente werden Umweltanliegen (Luft- und Wasserverschmutzung,

Wir danken Wanda und Anastasia aus Neuenburg ganz herzlich für ihre Mithilfe am Stand von Animalia. Unser Dank richtet sich auch an Sylvie de Benoît, Laurianne und Fabrice, die am Sonntag am Stand anwesend waren.

Neben dem Stand der Liga am Biosalon in Evian befand sich der Stand des Vereins „Pérou amitié solidarité“. Dieser möchte zu einer Partnerschaft mit peruanischen Kindern anregen. Der Verein stellt auch die Tätigkeiten des Reisebüros „Vision du monde“ vor. Die seit 1993 als Verein organisierte Agentur gehört dem ATES (Association pour le tourisme équitable et solidaire) an. Sie organisiert Reisen, die soziale oder kulturelle Projekte in Europa, Asien, Afrika und Südamerika unterstützen. Pro Reise zahlt sie 3% in einen Entwicklungsfond zur Unterstützung lokaler Projekte ein. Weitere Informationen zu : [www.perouamitiesolidarite.org](http://www.perouamitiesolidarite.org) - [www.visiondumonde.org](http://www.visiondumonde.org)



Energieverschwendungen, Abholzung), soziale Probleme (Getreideherstellung im Süden, um Vieh im Norden zu ernähren), gesundheitliche Aspekte (Risiken im Zusammenhang mit dem Fleischkonsum) und die Tierproblematik (55 Milliarden Landtiere und 150 Millionen Tonnen Fische, die jährlich getötet werden) usw. genannt. Wichtige Informationen sind auf dem Blog <http://vegesante.over-blog.com> verfügbar. Die Petition kann auf unserer Website [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch) auf Deutsch, Französisch und Italienisch heruntergeladen werden.

#### Froschschenkel „Nein, danke! Nicht auf meinem Teller.“

Diese Petition gegen den Verzehr von Froschschenkeln lancierte die SLGV im Juni 2010. Sie kann auch auf unserer Website heruntergeladen werden. Bis anhin verzeichnen wir über 4'000 Unterschriften und täglich kommen neue Bögen dazu. All denjenigen, die sich für die Unterstützung der Petition einsetzen, danken wir ganz herzlich. Wenn Sie noch nicht unterzeichnet haben, holen Sie dies nach und geben Sie den Bogen weiter. Nur eine grosse Anzahl Unterschriften kann eine Wirkung auf unser Parlament haben und es dazu bringen, auf unsere Forderungen einzugehen.

#### „Nein zum Massaker an Katzen und Hunden in der Ukraine“

Die 2009 von SOS Chats Noirague lancierte Petition dient dazu, die Beseitigung von Zehntausenden streunender Hunde und Katzen durch die ukrainischen Behörden im Zusammenhang mit der Durchführung der Euro 2012 zu stoppen. Anlass zur Aktion gab ein im Internet ausgestrahltes Video über einen Hund, der lebendig in ein Müllfahrzeug geworfen wurde. Bis anhin gingen bei der UEFA mehrere Tausend Unterschriften ein, mit der Bitte, bei der Regierung dieses Landes zu intervenieren.

#### ► Alternativen zu Tierversuchen

## Ein auf menschlichem Blut basierender Test, um das Vorhandensein pyrogener Substanzen zu eruieren

Pyrogene sind Substanzen mikrobiischen Ursprungs, die Fieber auslösen. Sie stammen von lebenden oder toten Bakterien, Viren oder Pilzen und können somit sogar in einem sterilen Umfeld auftreten.

Eine Verunreinigung von Lösungen oder parenteralem Material<sup>(1)</sup> durch solche Substanzen kann beim Patienten Entzündungen, die zu einem Anstieg der Körpertemperatur führen, oder schwerwiegendere Reaktionen (einen Schock, eine disseminierte intravaskuläre Gerinnung – diese entspricht einer „verstreuten Blutgerinnung innerhalb der Blutgefäße“ – oder eine unzureichende Organfunktion) auslösen und in Extremfällen sogar zum Tod führen. Die Hersteller von Lösungen und parenteralem Material sind deshalb verpflichtet, Kontrollen durchzuführen, bevor sie einen Posten freigeben.

Im Jahr 1940 wurde eine Pyrogentest genannte Methode entwickelt, die immer noch angewandt wird. Das Verfahren besteht darin, die Testsubstanz einem Kaninchen zu verabreichen und die Entwicklung seiner Körpertemperatur zu messen. Nebst der Tatsache, dass diese Methode eine grosse Anzahl Tiere erfordert, weist sie verschiedene Schwächen auf, welche die Qualität der erhaltenen Resultate negativ beeinflussen. Die strenge Haltung des Kaninchens und das Injektionsverfahren können eine Hyperthermie (Anstieg der Körpertemperatur) auslösen, die auf Stress zurückzuführen ist, und so positiv verfälschte Resultate bewirken. Ruhigstellung und mangelnde Bewegung können hingegen zu einer Hypothermie (Rückgang der Körpertemperatur) und infolgedessen zu negativ verfälschten Resultaten führen.

Zur Analyse der Pyrogene dient ein zweiter 1964 entwickelter Test, der als Limulus-Amoebocyte-Test (LAL) bezeichnet wird. Dieser beruht auf der Verwendung von Hämolymphe<sup>(2)</sup> des Pfeilschwanzkrebses (*Limulus polyphemus*). Um die für diese Methode erforderliche Hämolymphe zu extrahieren, werden die Krebse an Stränden gesammelt. Ihre Hämolymphe wird punktiert und die Tiere werden ins Meer zurückgeworfen. Zehn bis zwanzig Prozent überleben die Prozedur nicht. Der LAL-Test ermöglicht es auch nur, eine gewisse Kategorie von Pyrogenen zu ermitteln, so dass sein Anwendungsbereich sehr eingeschränkt ist. Um ein System zu entwickeln, das zuverlässige Resultate liefert,



Laut den Schätzungen wurden vor der Validierung von Zelltests durch das ECVAM und das ICCVAM jedes Jahr 500'000 Kaninchen verwendet.

sich für jegliche Arten von Testmaterial eignet (Flüssigkeiten: Impfstoff, injizierbare Proteine, Dialyseflüssigkeiten; medizinisches Material: Bluttaschen, Injektionsspritzen, chirurgische Handschuhe; Luft usw.) und es ermöglicht, pyogene Tests und den LAL zu ersetzen, entwickelten die Forscher, ein spezielles Verfahren. Dieses beruht auf der Verwendung von menschlichem Blut und dem Kontakt mit der Substanz, die es zu kontrollieren gilt. Wenn Pyrogene vorhanden sind, produzieren die Monozyten<sup>(3)</sup> des Blutes so genannte Zytokine<sup>(4)</sup>, die dosiert werden können. Auf diese Weise ist es möglich, die Menge der Pyrogene zu ermitteln, die in der Testsubstanz vorhanden sind. Dank der Methode lassen sich die Pyrogene auf zuverlässigere und besser reproduzierbare Weise ermitteln als bei Tierversuchen. Die Methode wurde 2006 vom European Centre for the Validation of Alternative Methods (ECVAM) und 2008 von seinem amerikanischen Pendant – dem ICCVAM – validiert. Im März 2009 wurde sie von der Europäischen Pharmakopöe<sup>(5)</sup> und im April 2009 von der Food and Drug Administration (FDA) bewilligt. Sie eignet sich somit bestens, um den Pyrogentest an Kaninchen sowie den LAL-Test zu ersetzen.

Christel Forré

Artikel aus der Ausgabe Nr. 26, S. 265-277 der Zeitschrift ALTEX

(1) Parenterales Material: Material, das auf einem anderen Weg als dem Verdauungstrakt in den Organismus eingeführt wird. Dies kann auf intravenösem, intramuskulärem oder subkutanem Weg erfolgen.

(2) Hämolymphe: Körperflüssigkeit der Arthropoden (Insekten, Spinnen, Krustentiere), die dem Blut entspricht

(3) Monozyten: grosse weiße Blutkörperchen, die zu Makrophagen werden können. Diese haben die Funktion, Fremdkörper im Organismus zu beseitigen.

(4) Zytokine: von gewissen Zellen im Immunsystem produzierte Substanz, die auf andere Zellen des gleichen Systems wirkt, um deren Aktivität und Funktion zu regulieren

(5) Pharmakopöe: offizielle nationale Sammlung von Medikamenten, die über deren Herstellung, Zusammensetzung und Wirkung informiert. Die Europäische Pharmakopöe stellt eine Einrichtung des Europarates dar. Sie verfolgt das Ziel, die nationalen Gesetzgebungen zur Herstellung und Verbreitung sowie zum Vertrieb von Medikamenten in Europa zu vereinheitlichen.

► Unterstützung der Petition

## « Keine Einfuhr von Robbenprodukten in die Schweiz »

Diese Petition wurde lanciert, nachdem der Ständerat am 20. September 2010 die vom Nationalrat unter dem Titel „Keine Einführung von Robbenprodukten“ eingereichte Motion (09.3979) abgelehnt hatte.

Seit Juli 2009 verbietet die Europäische Union den Import von Robbenprodukten. Als Ausnahme gelten einzig die Produkte der traditionellen Jagd, welche die Inuit- und indigenen Gemeinschaften zum Lebensunterhalt betreiben. Mit der Unterstützung des Bundesrates lehnt ein Teil unseres Parlaments auch weiterhin das Verbot solcher Produkte ab. Begründet wird dies mit einer allfälligen Klage, die Kanada und Norwegen bei der Welthandelsorganisation (WTO) gegen die Schweiz einreichen könnten. Die Bilder des Massenmassakers an Robben sind schockierend genug, um ein Verbot zu unterstützen, das demjenigen entspricht, welches unsere europäischen Nachbarn bereits erlassen haben. Diese scheinen die wilden Gebärden der Regierungen Kanadas und Norwegens nicht zu fürchten. Mit unseren Unterschriften beweisen wir dem Parlament, dass wir entschlossen sind, dem düsteren Handel ein Ende zu bereiten.



Die Petition kann auf unserer Website [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch) unter der Rubrik „Aktionen“ heruntergeladen werden. Die Unterschriftenbögen sind auch beim Büro der Liga unter Tel. 022 349 73 37 erhältlich. Als Einreichefrist gilt der 30. März 2011. Herzlichen Dank für Ihre Unterstützung.

## Chaotischer Parcours der parlamentarischen Aktionen

**Der Weg, den diese Aktion zum Verbot des Handels von Robbenprodukten nahm, ist recht charakteristisch für Aktionen, die im Parlament lanciert werden. Man darf keineswegs in Eile sein und muss sich jederzeit darauf gefasst machen, sich in den Abgründen der Eigeninteressen unserer Abgeordneten zu verlieren.**

Dazu kommt, dass zwischen National- und Ständerat eine ausgeprägte Kluft besteht. Die Ständeratsmitglieder bezeichnen die Volkskammer (Nationalrat), der 200 Parlamentarier angehören, regelmäßig als „chaotisch“ oder „hektisch“. In der Tat sind die 46 Parlamentarier an ihren Sessionen strebsamer. Sie tragen eine Krawatte, verhandeln höflich und lehnen – oftmals in professorenhaftem Ton – eine grosse Anzahl der vom Nationalrat vorgeschlagenen Geschäfte ab.

Die unten geschilderte Art, wie eine Motion zum Schutz der Tiere vor einem widerlichen Massaker während über zwei Jahren behandelt wurde, ist somit sehr typisch. In der Folge ist es äusserst wichtig, Politikerinnen und Politiker zu unterstützen, die über ein minimales Bewusstsein verfügen und empathiefähig sind. Solche Leute sind in allen politischen Parteien anzutreffen. Nehmen Sie sich also, bevor Sie für einen Kandidaten stimmen, genügend Zeit, um seine Abstimmungsresultate bezüglich

Tierschutzthemen zu konsultieren. Diese sind im Allgemeinen öffentlich und können in der Datenbank des Parlaments eingesehen werden ([www.parlament.ch/d/suche/seiten/geschaefte.aspx](http://www.parlament.ch/d/suche/seiten/geschaefte.aspx)).

### Chronologischer Überblick zur Motion „Kein Handel mit Produkten aus kanadischer Robbenschlächterei“

Am 13. Juni 2008 reichte der Zürcher Nationalrat Ruedi Aeschbacher seine Motion „Kein Handel mit Produkten aus kanadischer Robbenschlächterei“ (08.3432) ein. Wegen der Verbreitung von neuen Bildern zum Abschlachten dieser Tiere sorgte das Thema für Polemiken. Dem Text ist insbesondere Folgendes zu vernehmen: „Jahr für Jahr werden vor Kanadas Küsten zwischen 200 000 und 300 000 junge Sattelrobben abgeschlachtet, oft mit grausamsten Methoden. Kanadas Regierung hat für dieses Jahr die Jagdquote auf 270 000 Jungtiere festgesetzt und dem internationalen Druck insofern nachgegeben, dass die Robben «humaner» getötet werden müssten: Die mit Keulen oder grossen Hacken erschlagenen oder bewusstlos geschlagenen Robben müssen neu auf dem Eis durch Aufschneiden der Schlagadern ausgeblutet werden. So soll verhindert werden, dass die Tiere – wie bisher – oft noch lebend

gehäutet werden. Aber nicht einmal diese Vorschrift wird konsequent eingehalten, kontrolliert und durchgesetzt.“

Die Motion wird am 10. September 2008 vom Bundesrat und am 3. Oktober 2008 vom Nationalrat verabschiedet. Anschliessend wird sie dem Ständerat zur Bewilligung vorgelegt. (Jeder Antrag, den einer der beiden Räte einreicht, ist von beiden Kammern zu bewilligen).

Die Kommission für Wissenschaft, Kultur und Bildung des Ständerates (WBK-SR) prüft die Motion Ende 2008. Sie behauptet zwar, „die bei der Robbenjagd angewandten grausamen Methoden zu verurteilen“, lehnt die Motion jedoch ab. Dies begründet sie damit, der Antrag stütze „sich teilweise auf ungenaue Argumente und verkennt die bestehende Rechtslage“. Die Kommission geht davon aus, dass diese Jagd „die Lebensgrundlage gewisser Bewohner der Polarregionen“ darstellt und „für die Artenregulierung notwendig ist“. Somit sei ein Verbot „nicht vertretbar“. Aus diesen Gründen möchte die Kommission den Handel „strengen Regeln bezüglich Tierschutz unterstellen“. Sie lehnt den Vorstoss ab, reicht aber am 30. März 2009 eine neue Motion (09.3355) mit dem Titel „Regulierung des Handels mit Produkten aus der Robbenjagd“ ein. Diese beauftragt den Bundesrat, „die Rechtsgrundlagen so zu ändern,

dass Einfuhr und Durchfuhr von Robbenprodukten sowie Handel damit und deren Verarbeitung in der Schweiz untersagt sind, soweit die Produkte nicht aus einer Jagd stammen, die staatlich bewilligt und kontrolliert wird sowie nachweislich unter Einhaltung der massgeblichen Tierschutzstandards erfolgt ist.“

Am 20. Mai 2009 begrüsst der Bundesrat „die von der Motion vorgeschlagene Ausrichtung“, die „eine pragmatischere Regelung fordert“ als die Motion 08.3432 von Nationalrat Ruedi Aeschbacher. Der Bundesrat erklärt, „das globale Handelsverbot für Robbenprodukte, das derzeit im Rahmen der Europäischen Union (EU) geprüft wird, ist innerhalb der WTO umstritten“.

Am 17. Juli 2009 verabschiedet das europäische Parlament eine Regelung, welche den Import von Robbenprodukten in der EU verbietet. Als einzige Ausnahme gelten die Produkte der traditionellen Jagd, welche die Inuit- und indigenen Gemeinschaften zum Lebensunterhalt betreiben. Die WBK-SR zieht ihre Motion (09.3355) zurück und reicht am 27. August 2009 eine neue (09.3739) mit dem Titel „Regulierung des Handels mit Produkten aus der Robbenjagd“ ein. Die neue Motion übernimmt den Inhalt der vorherigen, fügt aber eine Bestimmung hinzu. Diese sieht vor, dass die bilateralen Abkommen mit der EU zu berücksichtigen sind. Am 24. September 2009 verabschiedet der Ständerat die Motion und übergibt sie dem Nationalrat. Die WBK-NR lehnt die Motion am 5. November 2009 einstimmig ab. In ihren Erwägungen erachtet die Kommission das Reglement des europäischen Parlaments als angemessen und unterstützt die erlassenen Bestimmungen. Sie ist der Ansicht, die Schweizer Gesetzgebung müsse in dieselbe Richtung zielen wie diejenige der EU. Dies nicht nur, um den Robbenschutz zu gewährleisten, sondern um zu verhindern, dass die Schweiz aufgrund ihrer geografischen Lage zu einer Drehscheibe für den Handel von Robbenprodukten in Europa wird. Aus diesen Gründen reicht die WBK-NR eine neue Motion (09.3979) mit dem Titel „Keine Einführung von Robbenprodukten“ ein. Sie beauftragt den Bundesrat damit, die gesetzlichen Grundlagen gemäss der neuen Gesetzgebung zu ändern, die von der EU verabschiedet wurde.

Am 13. Januar 2010 schlägt der Bundesrat vor, die Motion 09.3979 der WBK-NR mit der Begründung abzulehnen, die von der EU verabschiedete Gesetzgebung habe dazu geführt, dass Kanada (2. November 2009) und Norwegen (5. November 2009) bei der WTO eine Klage eingereicht hätten. Der Bundesrat erklärt sich hingegen bereit, die Motion 09.3739 der WBK-SR anzunehmen, die „dazu beitragen wird, das angestrebte Ziel einer respektvollen Robbenjagd mittels Massnahmen zu erreichen, die den internationalen Handel weniger beeinträchtigen“. Nach erbärmlichen Interventionen von Bundesrätin Doris Leuthard und Theo Maissen als Präsidenten der WBK-SR, die damit drohen, Kanada und Norwegen könnten bei der WTO eine allfällige Klage gegen die Schweiz einreichen, lehnt der Ständerat die Motion 09.3979 der WBK-NR mit 19 gegen 16 Stimmen ab.

► Statistiken 2009 der Verstöße gegen das Tierschutzgesetz

## Viele Missbräuche, wenige Verfahren, keinerlei abschreckende Sanktionen

In seinem ersten Bericht zum Tierschutzgesetz vom 6. September 2010 veröffentlicht das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) seine detaillierten Statistiken zu den Verstößen, die 2009 in der Schweiz begangen wurden.

700 der 1016 eingeleiteten Strafverfahren betrafen Männer. Aus den Statistiken gehen hauptsächlich Verstöße gegen die Artikel 26, 27 und 29 des Tierschutzgesetzes (TSchG) im Zusammenhang mit Misshandlungen hervor. Dazu gehören Töten der Tiere auf qualvolle Art, durch Spiel oder perverses Verhalten, die Veranstaltung von Kämpfen sowie Tierversuche, die zu unnötigen Schmerzen oder Schäden führen.

### In der Kategorie Haustiere

wurden 666 Verfahren eingeleitet. Davon betrafen 455 Hunde, 85 Katzen, 56 Hasen, 27 Fische, 23 Vögel, 14 Schlangen und 6 Meerschweinchen.

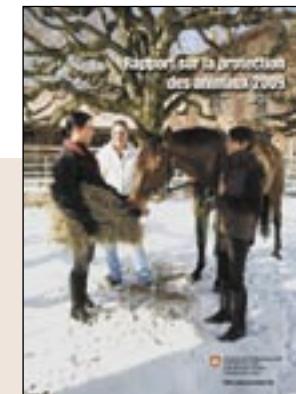
### In der Kategorie Nutztiere

kam es zu 368 Verfahren. Davon betrafen 166 Rinder, 57 Pferde, 49 Schweine, 47 Schafe, 27 Geflügel und 22 Ziegen.

**Fast alle Verfahren wurden in den Kantonen Bern, St. Gallen, Zürich und**

**Aargau eingeleitet.** Nahezu keine Verfahren verzeichnen hingegen Genf, Glarus, Uri, Nidwalden, Obwalden, Jura und Wallis sowie Appenzell Ausserrhoden und Baselstadt.

**Die 760 erteilten Bussen belieben sich im Schnitt auf Fr. 536.-.** Nur 69 Bussen betrugten mehr als tausend Franken. Bei den Geldstrafen wurde in 244 von 327 Fällen Rekurs erhoben.



Der vollständige Bericht kann auf unserer Website [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch) - Rubrik „News“, September 2010 heruntergeladen werden.

## Gründung der Tierpartei Schweiz (TPS)

Die im Juli 2010 lancierte TPS möchte als prioritäres Ziel das Wohlbefinden der Tiere in Politik, Wirtschaft und Gesellschaft thematisieren. Im Zusammenhang mit der Medienmitteilung, welche die Lancierung der neuen Partei ankündigte, erklärte Renato Pichler:

„Die Tiere selbst haben in Politik und Wirtschaft keine Interessensvertretung. Keine einzige politische Partei in der Schweiz setzt sich gemäss ihren Statuten für die Tiere ein. Diese Lücke wollen wir mit unserer Partei schliessen. Wir werden aufzeigen, dass Ethik auch in der Politik Einzug halten kann. Durch eine transparente, ehrliche und nachhaltige Politik werden wir versuchen, auch diejenigen zu politischem Engagement einzuladen, die damit bisher nichts zu tun haben wollten. Die Wähler können mit uns rechnen, wann immer die Interessen der Tiere auf dem Spiel stehen. Und dies ist öfters der Fall, als viele ahnen. Ein friedliches Zusammenleben zwischen Mensch und Tier ist nur möglich, wenn es beiden gut geht, deshalb gehört Menschenschutz ebenso zum Tierschutz wie Umweltschutz.“

Interessierte Personen können mit dem Sekretariat der TPS Kontakt aufnehmen oder ihre Website [www.tierpartei.ch](http://www.tierpartei.ch) konsultieren.

### Tierpartei Schweiz (TPS)

Luzernerstrasse 91, 5630 Muri AG

T: 044 760 50 42

[info@tierpartei.ch](mailto:info@tierpartei.ch)

### Richtlinie der Tierpartei Schweiz

Die Tierpartei bekennst sich zu einer ethischen, auf Nachhaltigkeit und Respekt basierenden Grundhaltung. Zu ihren Schwerpunkten gehören insbesondere:

- Schutz der Tiere und Förderung derer Interessen
- Sensibilisierung und Förderung eines artgerechten Umgangs mit Tieren
- Ersatz von Tierversuchen durch medizinisch und ethisch vertretbare Methoden
- Förderung einer innovativen, umweltverträglichen und ethisch-sozial vertretbaren Schweizer Wirtschaft
- Schutz und Förderung der natürlichen Lebensräume der Tiere

## Neues BIO-Logo für die EU

Seit dem 1. Juli 2010 ist die Verwendung des Logos „Biologische Landwirtschaft“ für alle in Europa im Voraus abgepackten biologischen Nahrungsmittel obligatorisch. Zurückzuführen ist dies auf die neue Regelung im Zusammenhang mit dem Label, die im europäischen Raum am 1. Januar 2009 in Kraft trat. Sie zielt darauf ab, die verschiedenen Normen zu vereinheitlichen, welche den Anbau biologischer Produkte im Rahmen der EU betrifft. Die Verwendung des Logos gewährleistet, dass das Produkt die von der EU vorgegebenen Bedingungen für die biologische Ernährung erfüllt. Dazu gehört insbesondere die Tatsache, dass mindestens 95% der im labelisierten Produkt enthaltenen Zutaten biologischer Herkunft sind. Für Produkte aus der Fischerei und Jagd sowie Kosmetika oder Textilien gilt das Label hingegen nicht. Gewisse Länder wie Deutschland und Frankreich widersetzen sich der neuen Regelung. Sie begründeten dies damit, es würden weniger strenge Normen eingeführt als diejenigen, die derzeit in ihrem Lande gelten. Die Einwände betrafen insbesondere die Bedingungen, welche für die Zucht von Nutztieren gelten, sowie die Tatsache, dass das Vorhandensein von GVO in der Größenordnung von 0,9% toleriert wird. Unter gewissen Bedingungen ist zudem die Verwendung von Antibiotika und phytosanitären Produkten möglich. Aus diesen Gründen möchten zahlreiche Produzenten nebst dem EU-Logo weiterhin auch ihr eigenes verwenden.



## Die Lage in der Schweiz

Unter den Biolabels stellt die Knospe weiterhin die am stärksten verbreitete und bekannteste Auszeichnung dar. Das Label wurde 1981 geschaffen und ist im Besitz von Bio Schweiz. Antreffen ist es in zwei Formen: **Die Knospe «Bio Schweiz»** gewährleistet, dass mindestens 90% der Rohstoffe aus der Schweiz stammen. **Die «Bio»-Knospe** wird hingegen verliehen, wenn über 10% der Rohstoffe importiert werden (bei gleichen Herstellungsbedingungen).

Das Label gewährleistet, dass die Hersteller auf ihrem gesamten Betrieb biologische Landwirtschaft betreiben. Es schliesst gentechnisch veränderte Organismen (GVO), Pestizide und chemischen Synthesedünger sowie Zusätze aus, die als überflüssig erachtet werden (Aromen und Farbstoffe). In der Schweiz ist die Organisation bio.inspecta für die Zertifizierung der Produkte zuständig.



## Voll gestopft mit Pestiziden

Einmal mehr haben Analysen der Kantonschemiker ergeben, dass die meisten getesteten Produkte zu hohe Pestizidwerte aufweisen. Die Erzeugnisse stammten grösstenteils aus den grossen Gemüseplantagen Südeuropas.

Das Gesetz schreibt zwar für jedes Pestizid einen Höchstwert vor. Es lässt aber Produkte zu, die mehrere Pestizide aufweisen. In einer einzigen Gemüsesorte oder einer Zitrusfrucht können bis zu acht verschiedene Pestizide vorkommen. Somit stellt sich die Frage, wie es die Produzenten überhaupt schaffen, die vorgeschriebenen Normen zu überschreiten. Wollen sie allenfalls neue mutierte Gemüsesorten kreieren? Fraglich ist auch, wie sie uns trotz dieser Anhäufung chemischer Substanzen immer noch dazu bringen, ihr Gemüse zu essen. Dabei publizieren die Kantonschemiker auf ihrer Website seit Jahren die Resultate von Analysen, die an Lebensmitteln vorgenommen wurden. Diese regen einem dazu an, ernsthaft über den Verzehr solcher Nahrungsmittel nachzudenken.

## Fachleute einer Meinung

Trotz der hohen Pestizidwerte wird kein Produkt für die Gesundheit als „gefährlich“ erachtet. Die Fachleute stellen vielmehr beruhigend fest: „Man müsste drei Kilo Salat pro Tag essen.“ oder „Schädlich wären erst fünf Kilo Peperoni.“ Dabei vergessen sie aber – möglicherweise absichtlich – dass die Menge der aufgenommenen chemischen Substanzen nicht von einem Produkt, sondern von einer ganzen Menge stammt. Es geht also nicht darum, dass „drei Kilo Salat pro Tag“ unserer Gesundheit schaden würden. Zum Obst am Morgen kommen das Müesli, der Fruchtsaft und die Nahrungsmittel, die

wir den ganzen Tag über und am Abend verzehren. Sie alle beinhalten hohe Dosen an Pestiziden, Fungiziden und Herbiziden, die allesamt unsere Gesundheit gefährden.

## Leichter Optimismus angesagt

Zumindest etwas Erfreuliches lässt sich den Testresultaten allerdings entnehmen. Unter dem Biolabel vertriebene Produkte sind tatsächlich frei von chemischen Stoffen. Wer bewusst einkauft, schont also nicht nur die Erde, sondern auch seinen eigenen Organismus. Angesichts der ständig zunehmenden Krebsfälle in den letzten Jahren ist diese Tatsache nicht zu vernachlässigen. Anlass zur Freude bietet auch die im Rahmen der Tests festgestellte (recht) „gute Qualität“ von Schweizer Produkten aus dem „herkömmlichen“ Anbau (mit chemischen Produkten, aber in beschränkten Mengen). Dies wiederum wirft einige Fragen zur Landwirtschaftspolitik des Bundesrates auf. Mit Handelsabkommen und anderen wirtschaftlichen Einschränkungen wird langfristig die Aufhebung einheimischer Kulturen angestrebt. Diese sind nicht wettbewerbsfähig. Im Rahmen der Revision der Tierschutzverordnung waren vom Volkswirtschaftsdepartement diesbezüglich klare Töne zu vernehmen. Auf die Frage, warum den Rinderzüchtern für die Aufhebung der elektrischen Jochs (1) in den Ställen eine 20-jährige Übergangszeit gewährt werde, liess man verlauten: „Ganz einfach, angesichts der Tatsache, dass jährlich 3%

aller Landwirtschaftsbetriebe ihre Arbeit auf „natürliche“ Weise einstellen, werden in zwanzig Jahren keine Kühe mehr in dieser Form gehalten.“

## Bevor es zu spät ist

Trotz dem Zynismus unserer Behörden tun wir (Konsumentinnen und Konsumenten) gut daran, über den Erhalt unserer „Ernährungssouveränität“ nachzudenken. Es wäre traurig, wenn wir uns eines Tages nur noch von Salaten und anderen landwirtschaftlichen Produkten ernähren könnten, die Unmengen chemischer Substanzen aufweisen. Dies aus dem alleinigen Grund, dass die graue Materie für die öffentlichen Finanzen viel lohnenswerter ist als die Landwirtschaft. Hormonfleisch und gentechnisch veränderte Organismen klopfen schon jetzt an unsere Türen und die von uns unterzeichneten Handelsabkommen werden uns schliesslich veranlassen, diese zu öffnen. Ohne eigene Landwirtschaft und Tiere aus kontrollierter Haltung werden wir essen müssen, was uns vorgesetzt wird. Bezahlten werden wir mit unserer eigenen Gesundheit.

Die Pharmaunternehmen stehen schon in den Startlöchern und reiben sich die Hände.

## Der Redaktionsvorstand

(1) Mit einem elektrischen Joch werden die angebundenen Rinder daran gehindert, sich bewegen zu können. Elektroschocks sorgen dafür, dass diese ihre Schlafstätte nicht mit Kot verunreinigen. Kaum zu glauben – in den Betrieben mit dem Label „Bio Suisse“ wurde dieses Verfahren erst 2002 verboten.

# Das grosse Fressen Ende Jahr. Immer wieder.

Es wird uns vorgeworfen, wir wiederholten uns. Aber, was bleibt uns anderes übrig, als immer und immer wieder den übermässigen Konsum von Fleisch zu verurteilen, und auf die verheerenden Folgen aufmerksam zu machen: Hunger in vielen Teilen der Welt, Vergiftung der Luft, des Wassers, der Erde! Auch ansonsten zurückhaltende Medien machen sich nun zu Sprecher sowohl von Umweltschutz-Organisationen, als auch von Tierschutzvereinen, und beklagen die Zerstörungen des Lebensraums. Sehen wir aber die Inserate in den Zeitungen, fragen wir uns, ob unsere Informationen irgendwelchen Effekt haben: in den Supermärkten werben unzählige Aktionen für billiges Geflügel und billiges Fleisch aus den Ostländern, aus Brasilien. Feinschmeckerlokale preisen ihre «Delikatessen» an, heute noch mehr als gestern, obwohl niemand mehr vorgeben kann, nicht zu wissen, wie das billige Fleisch in den Tierfabriken entsteht. Genauso allgemein bekannt sind die Methoden zur Herstellung von foie gras, diesem mit einem perversen Nimbus behafteten Statussymbol, ohne das gewissenlose Snobs Weihnachts- und Neujahrstdiners sich nicht vorstellen können. Sind unsere Bemühungen zum Schutz der Tiere also gescheitert? Ich selber habe oft den Eindruck, einer Figur von Cervantès zu gleichen....

Aber, wie Edmond Kaiser, Gründer von Terre des Hommes und Sentinelles sagte: «eher verzweifelt als überdrüssig», dürfen wir nicht aufgeben! Die Fleischfresser MÜSSEN WISSEN, welche schrecklichen Qualen sie den Tieren zufügen, wenn sie das fleischgewordene Elend verzehren.

Leon Tolstoi, ein überzeugter Vegetarier, dem Spott seiner Gäste leid, hatte folgende Idee: er befestigte am Stuhl jedes Gastes eine Gans, einen Fasan oder eine Ente, dazu jedem ein Messer. So hatte jeder Guest das Vergnügen, sein Fleischgericht selbst umzubringen.

Sie, welche noch Fleisch konsumieren - auch wenn Sie versichern, «nur noch selten und nur noch wenig» - haben Sie den Mut, eine Gans zu Tode zu stopfen, eigenhändig ein Schweinchen, ein Kalb, ein Lämmchen umzubringen?

Susanna Wachtl



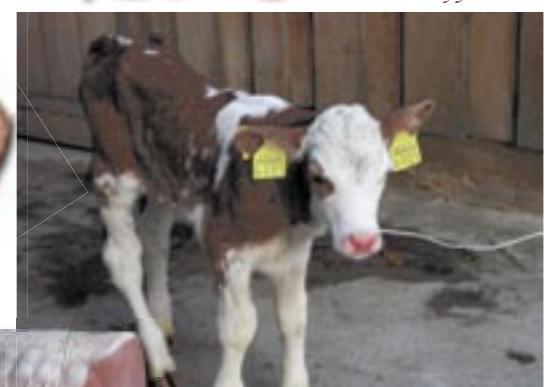
Mit Weintrauben gefüllte  
Wachteln



Foie gras mit sautierten  
Eierschwämmen und Trüffel



Kaninchen  
mit Dörrpfauen



Kalbsbraten im Schmortopf



Lammrippchen nach Dijonner Art



Filé Mignon vom Schwein mit Kruste

Vertrieb der von Kate Amiguet von der Stiftung MART produzierten DVD.

## « Derrière les portes »

(Hinter verschlossenen Türen)

Es gibt Natur- oder Tierschutzverbände, die locker geführt werden und zahlreiche beitragszahlende Mitglieder zählen, aber nicht gross etwas tun. Daneben gibt es Organisationen, die mit einer Handvoll Freiwilliger bemerkenswerte Arbeit leisten. Letzteres gilt für die Stiftung MART, welche diese DVD vertreibt. Es handelt sich um Bilder, die in den Jahren 2009 und 2010 auf Betrieben in den Kantonen Freiburg, Waadt und Wallis gedreht wurden, die Nutztiere halten. Gezeigt wird die erbärmliche Existenz von Schweinen, Hasen, Rindern und anderen Tieren. Einige von ihnen werden am helllichten Tag in vollkommener Dunkelheit gehalten. Andere sind in „Fleischfabriken“ zusammengepfercht.

Zahlreiche Aufnahmen zeigen krasse Verstösse gegen das Gesetz. In diesen Kantonen, in denen die Zahl der Betriebe bei Weitem die den Kontrollbehörden zugestandenen Mittel übersteigt und Interventionen, um solchen ausgesetzlichen Praktiken ein Ende zu bereiten, durch den politischen Druck abgewürgt werden, sind derartige Bilder nur zu begrüssen. Diese DVD sollte herumgereicht werden.



Die DVD ist gratis erhältlich. Dauer: 52 Minuten. Informationen: [www.mart.ch](http://www.mart.ch). Spenden und Unterstützung: PSchKto 17-651235-3

## Editorial

Cari Soci,  
Care lettrici e cari lettori,

Ancora una volta teniamo a ringraziarvi di cuore per il vostro sostegno fedele e costante, senza il quale nessuna delle nostre azioni sarebbe possibile.

Mentre stiamo finalizzando il giornale che avete in mano, il nostro tempo è dedicato per lo più all'allestimento di azioni e stand informativi in vista delle due giornate di conferenze organizzate dall'Interpharma lunedì 29 e martedì 30 novembre 2010 (leggere articolo a pagina 24). Abbiamo previsto una distribuzione di volantini all'entrata del Palazzo federale martedì 30 novembre 2010, all'attenzione degli eletti politici e dei partecipanti alla sessione invernale del Parlamento. Allestiremo peraltro uno stand informativo per tutta la giornata del 30 novembre a Berne, sulla Bärenplatz, accanto al Parlamento federale.

Permanenza di spazio sul presente numero, non possiamo informarvi sull'andamento di alcuni dossier in corso, segnatamente quello relativo al Dott. Bize. Dopo averne ottenuto la condanna da parte del Tribunale di Soletta per le sperimentazioni animali da lui effettuate, abbiamo interpellato il Fondo nazionale svizzero (FNS) sul finanziamento elargito a questo ricercatore per nuovi esperimenti!

Si potrebbe quasi parlare di incoraggiamento ad infrangere la legge, poichè il finanziamento di questo scienziato passa da CHF 60'000.- prima della condanna a CHF 375'000.- dopo la condanna. È forse un premio conferitogli dai suoi colleghi per via del danno subito a seguito degli attacchi dei cattivi antivivisezionisti che lo hanno trascinato in un procedimento penale per tre anni, affinchè sia finalmente appurato che ha consciamente infranto la legge senza la minima considerazione per gli animali uccisi dalle sue scalpellate?

Il 20 ottobre scorso l'FNS ci ha risposto di non aver ritenuto la colpa del Dott. Bize sufficientemente «grave». Per l'FNS, il Dott. Bize è inoltre «totalmente disposto e atto ad assumere la responsabilità etica e giuridica della sua ricerca»! Per l'FNS, che da anni garantisce che il denaro dei contribuenti finanzia esclusivamente esperimenti assoggettati a severissime norme e direttive etiche, le sue pseudo direttive suonano oggi come una bella musica da camera.

Nei fatti, il sistema di funzionamento e la composizione stessa dell'FNS non possono che promuovere il finanziamento di progetti di dubbio interesse e partigiani. Stando alle cifre emanate dall'FNS, circa il 70% dei 76 milioni di franchi elargiti per le sperimentazioni animali nel 2009, è servito soltanto a finanziare gli stipendi dei ricercatori (CHF 53 milioni). Ecco dunque il principale interesse dell'FNS: dare lavoro a questi innumerevoli ricercatori il cui unico obiettivo è moltiplicare le loro pubblicazioni scientifiche. Anche se la maggior parte di queste ricerche finiscono in un cassetto. E poco importa quali siano le infinite sofferenze inflitte inutilmente agli animali.

Ciò detto, non abbandoniamo il caso e nel nostro prossimo giornale vi informeremo del seguito dato a questo dossier.

A tutti voi auguriamo buone e felici feste di fine anno.

Il Comitato

*Meilleurs Vœux 2011 à tous nos Membres et Sympathisants !*

*Alles Gute zum 2011*

*Tanti calorosi auguri per il 2011 ai nostri Soci e simpatizzanti !*

*La suprastanza engrazia a ses numerus comembres e simpatisans*

### Rinnovo del Comitato per il periodo 2011-2013

Cari Soci e Care Socie, come sapete il Comitato della LSCV sarà rinnovato nel corso della nostra prossima Assemblea Generale nel marzo 2011. Siamo alla ricerca di rappresentanti soprattutto sul versante tedesco, segnatamente a Berna, Zurigo e Basilea, nonchè nel canton Vaud.

È grazie ai doni e lasciti ricevuti che la LSCV finanzia le azioni che porta avanti. Ma è soprattutto grazie al coinvolgimento dei suoi soci che le sue azioni sono possibili. Ci mancano soci animati dal desiderio di coinvolgersi per far sentire le nostre rivendicazioni. Negli ultimi anni sono stati compiuti tanti progressi nella lotta contro la sperimentazione animale ma questi progressi sono stati possibili soltanto perché organismi quali la LSCV mantengono la pressione sugli ambienti scientifici e politici. Ogni giorno, oltre 2000 animali muoiono nei laboratori del nostro paese in seguito ad esperimenti. Abbiamo bisogno della vostra partecipazione!

Siete interessati a seguire le procedure sperimentalistiche che si svolgono nel vostro cantone, a partecipare all'allestimento di azioni, a cercare sostegno tra gli organismi locali di protezione degli animali, rappresentanti politici o altri? Parlate tedesco o francese ed avete nozioni dell'altra lingua? Avete voglia di coinvolgervi direttamente nella gestione e l'organizzazione della Lega? Allora schieratevi attivamente al nostro fianco! Accoglieremo con piacere la vostra candidatura. Conformemente all'art. 9 del nostro statuto, la vostra candidatura deve pervenirci entro e non oltre il 15 febbraio 2011. A tutti i nostri delegati cantonali, proponiamo: aiuto logistico della sede della Lega a Ginevra, finanziamento di progetti e presa in carico di tutte le spese connesse a questa attività, previa approvazione del Comitato nazionale.

### Attestati di doni 2010 per la dichiarazione dei redditi

I doni effettuati alla LSCV ed altri organismi riconosciuti di pubblica utilità possono essere detratti dalla vostra dichiarazione dei redditi. Gli importi deducibili (generalmente a partire da Fr. 100.-) sono variabili a dipendenza dei cantoni. La LSCV non dispone di un sistema informatico che genera automaticamente attestati di doni. L'attivazione di questo tipo di sistema e l'invio ogni anno per posta di una decina di migliaia di attestati di doni sarebbero troppo onerosi, tanto più che soltanto una piccola parte di questi attestati sono di fatto utilizzati.

La segreteria aggiorna regolarmente un elenco di soci o donatori che desiderano ricevere un attestato all'inizio dell'anno. Se desiderate essere registrati su questo elenco, basta inviarci un messaggio o telefonarci, i giorni e le ore indicati nell'impressum.

# Nestlé fino a morirne

28 settembre 2010. La stampa unanime ha salutato l'evento. O meglio, soprattutto la stampa romanda. Con l'annuncio della Nestlé che garantisce di voler investire 500 milioni di franchi nell'arco di dieci anni in un nuovo istituto presso il Politecnico federale (EPFL), l'arco lemanico fa una concorrenza sempre più forte al polo zurighese.

E con quale pertinenza ! «*Tra dieci anni, saremo leader dell'alimentazione fondata sulle scienze della salute*», affermava Luis Cantarell, Direttore generale di «Nestlé Health Science». L'istituto, che avrà a capo un ex direttore scientifico di una ditta di biotecnologia di San Diego, si incentrerà sulla ricerca biomedica al fine di capire meglio le patologie e l'invecchiamento umani.

Per esser più precisi, poiché il mercato dello yogurt tradizionale è praticamente saturo, Nestlé ha nel mirino lo yogurt terapeutico. Addirittura quello che cura ancor prima che ci si ammali: «*E' meglio anticipare i problemi di salute e trovare prodotti in grado per esempio di lottare contro il morbo di Alzheimer o i problemi di invecchiamento. E se sono rimborsati, ancor meglio che si faccia quando non siete malati*» insisteva molto seriamente Peter Brabeck, attuale Presidente della Nestlé ed ex amministratore del gruppo farmaceutico Roche. Quanto al modo di distribuire questi prodotti, il direttore generale ha dichiarato

che tutto è possibile. «*Alcuni potrebbero essere venduti in farmacia su ricetta medica, ma è ipotizzabile anche la vendita libera. Il prezzo medio non è ancora stato fissato*». Il che è tutto sommato abbastanza normale per un prodotto non ancora fabbricato...

## «Yogurt farmaci ? Tutte sciocchezze!»

Non abbiamo dimenticato che nell'aprile 2010, la stampa era meno elogiosa quanto al potenziale terapeutico degli alimenti. La prima pagina di una grande testata scriveva addirittura «*Tutte sciocchezze !*» per descrivere questi prodotti. Questa condanna faceva seguito al divieto imposto dall'Autorità europea di sicurezza alimentare (EFSA) alla Danone, di citare nelle sue pubblicità un qualsiasi effetto toccasana per la salute dei suoi yogurt miracolosi «*Activia*» e «*Actimel*». E se la Danone aveva già aumentato il budget «*ricerca e sviluppo*» da 3 a 30 milioni di euro tra il 2005 ed il 2008, la Nestlé investiva in tutte le direzioni su questo mercato promettente. Ricordiamo che dal 2006, elargisce all'EPFL 5 milioni di franchi per studiare «*la relazione tra alimentazione e cervello*». A quei tempi, l'accordo aveva già suscitato l'entusiasmo dell'EPFL che si rallegrava «*del più importante accordo di partenariato accademico concluso con un'azienda privata*».

L'EPFL assicurava: «*I docenti usufruiranno di una totale libertà accademica e di pubblicazione, e nel contempo un comitato scientifico paritario con la Nestlé elaborerà gli assi di ricerca (sic !)*». Pretendere di garantire una totale libertà accademica allorchè un finanziere vi dice cosa studiare, è una vera e propria acrobazia !

L'obiettivo della Nestlé coinvolgeva «*un vasto campo investigativo, comprensivo di tutte le tappe dell'esistenza*», in particolare «*sul ruolo svolto dall'alimentazione nello sviluppo cerebrale dei bambini*». Per questi studi di alto livello, si facevano ammalare dei topolini per osservare se certi alimenti erano in grado di curarli !

## Una ricerca miserabile in un cantone lassista

Che la Nestlé perda soldi in ricerche assurde non ha molta importanza. Che l'EPFL esulti alla prospettiva di inviare i suoi futuri ricercatori a lavorare in un campo di così poca urgenza, non è



Novembre 2006, esultanza del Presidente dell'EPFL e dei rappresentanti della Nestlé al momento dell'accordo.



Settembre 2010, stile più discreto con una «*degustazione di alimenti*» al termine della conferenza stampa tenuta dai dirigenti della Nestlé. L'EPFL è scomparsa dalla foto, Nestlé è ora a casa sua.



Le malattie che Nestlé intende combattere sono in parte provocate da un'alimentazione sovrabbondante e mal equilibrata. Alla domanda se la multinazionale intende anche ridurre l'utilizzazione di sostanze nocive come l'olio di palma per la fabbricazione dei suoi prodotti di largo consumo, Paul Bulcke, direttore generale della Nestlé, ha dichiarato la domanda «*non pertinente*».

molto glorioso. Ma in fin dei conti, quello che i media si sono ben guardati dal dire, sono le innumerevoli sofferenze che saranno inflitte agli animali per via della proliferazione di questi esperimenti.

Le ricerche portate avanti dalla Nestlé sono una vergogna. Le procedure sperimentali e le sofferenze inflitte agli animali sono una vergogna.

Gli esperimenti della Nestlé non si limitano ad ingozzare migliaia di animali con uno yogurt qualsiasi arricchito con un cosiddetto bifidus miracoloso. Tutti questi animali sono prima di tutto infettati con diversi morbi, a colpi di iniezioni, avvelenamenti o con altri metodi, prima di essere ingozzati di bifidus fino a non poterne più. Oggi, nei laboratori del canton Vaud, si avvelenano animali per analizzare l'effetto terapeutico di un prodotto che non ne ha nessuno, o comunque ben poco!

Questi esperimenti miserabilissimi sono possibili dal lassismo delle autorità del cantone che non hanno mai avuto il coraggio di opporsi a questi esperimenti inutili e crudeli. L'unica cosa che conta sono gli investimenti per la ricerca e la reputazione che dovrebbero conferire alle «*alte*» scuole di questo cantone.

Chi può inorgoglirsi di svolgere esperimenti così vergognosi ?

Il comitato di redazione

# Interpharma all'insaputa di tutti

Lunedì 29 e martedì mattina 30 novembre 2010 si terrà a Basilea un congresso intitolato « Fine della ricerca? » 80 scienziati provenienti da Svizzera, Francia, Inghilterra e Germania che praticano sperimentazioni animali, si recheranno al congresso per difendere e sostenere le loro ricerche.

Il pubblico invitato a presenziare queste conferenze è composto da eletti politici dei cantoni e del Parlamento federale, nonché dalle autorità cantonali incaricate di autorizzare gli esperimenti su animali. Tutti hanno ricevuto una lettera personalizzata in cui si può leggere: « I ricercatori e le ricercatrici sono preoccupati oggi dal fatto che in materia di politica su scala tanto nazionale che europea, le condizioni per le sperimentazioni animali sono sempre più severe. Allorchè da una parte migliorano il benessere degli animali e le loro condizioni di allevamento, le nuove disposizioni legali comportano al tempo stesso numerose norme che ostacolano grandemente la ricerca senza per questo influire significativamente sul benessere degli animali da laboratorio. (sic !) » Martedì 30 novembre 2010, tra le ore 18 e 19.30 a Berna, in occasione della sessione parlamentare invernale (29 novembre - 17 dicembre 2010), queste stesse persone sono invitate ad un incontro al termine del quale « sarà servito un aperitivo nel corso di questo interessante dialogo ».

## Organismi « rispettabili »

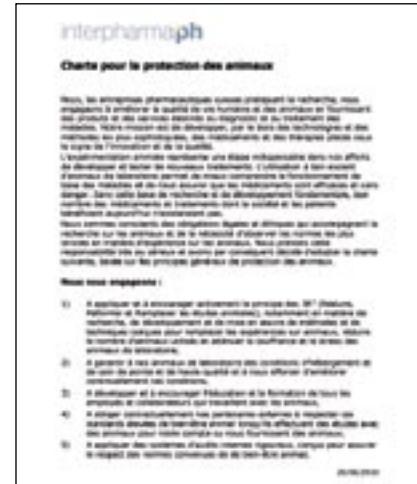
Questo congresso è organizzato dall'associazione « Ricerca per la vita » (Forschung für Leben). Stando al suo sito Internet, questa associazione « senza alcuna affiliazione politica né confessionale » si prefigge l'obiettivo di « informare la popolazione sugli obiettivi, il significato ed i risultati più recenti in ricerca biologica e medica; promuovere il dialogo tra gli scienziati e le persone non iniziate ma interessate dalla scienza; enunciare chiaramente e semplicemente le esigenze, ma anche i pericoli inerenti alla ricerca; elaborare le basi di un controllo etico dei progressi in biologia medica ».

Questa associazione si vanta della pluralità scientifica dei suoi membri per lo più provenienti dai nostri atenei. Il suo Presidente è il dott. Michael Hengartner dell'Istituto di biologia molecolare dell'Università di Zurigo, il suo Vice presidente è il Prof Rolf Zeller del Dipartimento di biomedicina dell'Università di Basilea.

Di fatto, dietro questa facciata liscia e neutrale, « Ricerca per la vita » è un organismo di propaganda le cui attività sono finanziate dalle ditte farmaceutiche Novartis, Roche, Merck Serono e Actelion, riunite sotto il nome « Interpharma ».

Già da diversi anni, la strategia d'Interpharma è di non intervenire direttamente nel dibattito sulla sperimentazione animale. In un dibattito così sensibile, l'immagine scadente di queste ditte, regolarmente accusate di perseguire esclusivamente i propri interessi per incassare utili stratosferici (15 miliardi nel 2009 per Roche e 10,8 miliardi per Novartis !), intacca seriamente la sua credibilità.

Dunque l'Interpharma infiltra il dibattito dietro le quinte, aprendo il portafoglio ed inviando rappresentanti abilmente circondati da scienziati « nobili » provenienti dall'ambiente universitario. Evidentemente c'è ben poca nobiltà nel coinvolgimento di questi scienziati (spesso gli stessi), che prendono parte alle conferenze, intervengono nei media o si danno da fare in veste di lobbyisti della sperimentazione animale. Il loro conflitto di interessi è raramente denunciato dai media. Infatti sono spesso percepiti come mossi da profonde convinzioni e difensori della ricerca che si adoperano in favore della salute pubblica, allorchè la ricerca sugli animali è anzitutto il loro « strumento » di lavoro. Senza sperimentazione animale, non si guadagna più il pane quotidiano.



Se Interpharma combatte dietro le quinte le disposizioni che migliorano la sorte degli animali, al tempo stesso fa di tutto per divulgare un'immagine più etica presso il pubblico. Tramite ad esempio la sua « Carta per la protezione degli animali » distribuita ai media nel giugno 2010, in cui dichiara segnatamente di impegnarsi « a garantire ai nostri animali da laboratorio, condizioni di vita di alta qualità nonché sforzarci di migliorare costantemente tali condizioni; ad obbligare i nostri partner esterni ad osservare tali standard elevati di benessere animale nello svolgimento degli studi per nostro conto (...) »



Manifesti F12 sono stati affissi in particolare nelle stazioni di Berna e Basilea. Inoltre, è stato distribuito un pieghevole informativo agli abitanti di questo cantone

## IMPRINT Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.-che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

**Pubblicazione:** Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV. **PAO e maquette :** LSCV **Tipografia:** Edipress, su carta riciclata Snow-Print 60 gm2 **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret. **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH-1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch **Quota annua dei Soci:** Minimo CHF 15.- **CCP 12-2745-6** **L'ufficio è aperto tutte le mattine da lunedì a venerdì dalle 9 alle 12, ed i pomeriggi di lunedì, mercoledì e giovedì dalle 14 alle 17.**

L'Interpharma finanzia inoltre le attività della Fondazione GENSUISE. I membri del suo comitato sono eletti del Parlamento federale e scienziati che operano principalmente nelle Università di Zurigo e Basilea, Berna, Losanna e Ginevra.

L'attuale vice Presidente della Fondazione, la Consigliera agli Stati argoviana Christine Egerszegi-Obrist si è anche infiltrata nella Fondazione Ricerca 3R, unico sostegno in Svizzera per la ricerca sostitutiva (che non fa ricorso agli animali). La Confederazione, cui è fatto l'obbligo legale di sostenere lo sviluppo dei metodi sostitutivi, le elargisce circa CHF 400'000.- ogni anno. L'Interpharma vi dedica più o meno la stessa cifra. Il Prof Peter Maier è il Presidente del comitato scientifico della Fondazione Ricerca 3R. E'

soprattutto lui che riceve e valuta i progetti inviati per una richiesta di sostegno finanziario, e che generalmente decide di rifiutarne la maggior parte: **3 nuovi progetti sono stati sostenuti nel 2009, 18 sono stati rifiutati!** Peter Maier è presentato come « dottore in scienza dei Politecnici federali (EPF) », pur facendo parte dell'organico della Novartis. La Fondazione Ricerca 3R ha un'attività derisoria come il suo budget annuo di CHF 800'000.- : In 20 anni di esistenza, in media solo 5 progetti sono stati sostenuti ogni anno. Per raffronto, 1'051 nuove sperimentazioni animali sono state autorizzate in Svizzera nel 2009 ! E' sotto le apparenze di rispettabilità della Fondazione Ricerca 3R che Christine Egerszegi-Obrist partecipa con GENSUISE al lobbying pro

vivisezione nel Parlamento federale. Per esempio organizzandovi conferenze volte a sostenere la sperimentazione sui primati.

Alla luce della situazione, si capisce meglio per quale motivo non succede quel granché in Svizzera a livello di metodi sostitutivi. La sperimentazione animale ed i redditi molto attraenti che genera hanno ancora un futuro roseo davanti a sé.

## Informare, con il vostro aiuto

Bisogna riconoscere che la strategia dell'Interpharma è efficace. I media ed i politici restano abbagliati. Pochi sono coloro che si interessano alle ramificazioni di questi diversi organismi ed alle fonti di finanziamento che permettono lo svolgimento delle loro attività.

Se i nostri mezzi sono limitati, possiamo comunque cercare di agire per informare il pubblico. In vista delle conferenze di Basilea, abbiamo previsto l'invio di un volantino ai 250'000 indirizzi postali di questo cantone. È stata peraltro prevista un'affissione pubblica mirata nel centro della città e nella stazione.

Lo stesso avverrà a Berna. Abbiamo peraltro inviato una lettera ai 247 membri del Consiglio nazionale e del Consiglio degli Stati. Le autorità cantonali e federali sono state informate delle manovre dell'Interpharma.

È prevista la distribuzione di volantini all'entrata del Palazzo federale martedì 30 novembre 2010, all'attenzione degli eletti politici e dei partecipanti alla sessione invernale del Parlamento. Allestiremo peraltro uno stand informativo tutta la giornata del 30 novembre a Berna, sulla Bärenplatz, accanto al Parlamento federale.

## «Ricerca per la vita» si insedia in Svizzera Romanda

Sul suo sito Internet, l'associazione annuncia l'istituzione di un gruppo di lavoro «Ricerca per la vita, regione Svizzera Romanda», che si prefigge « l'obiettivo di informare la popolazione sugli obiettivi, doveri, risultati e significati della ricerca in biologia e medicina. Conta inoltre di partecipare al dibattito sulle questioni etiche inerenti ai progressi compiuti da questa ricerca ».

A capo di questo gruppuscolo, quattro scienziati. Ritroviamo Marcel Gyger, ex ricercatore della Nestlé, attualmente incaricato della sperimentazione animale dell'EPFL, e presentato come collaboratore del servizio veterinario cantonale del canton Vaud (dunque l'autorità che autorizza le sperimentazioni animali!). E poi i tre compari dell'istituto di fisiologia dell'Università di Friborgo, Eric Rouiller in testa, mirati l'anno scorso dalla nostra petizione contro gli esperimenti sulle scimmie praticati in questo ateneo.

Questa petizione, lanciata insieme all'ATRA ed all'AGSTG nell'ambito della nostra manifestazione ZUGETIVE « Insieme contro la sperimentazione animale » a Friborgo il 19 settembre 2009, era stata depositata presso la Cancelleria di questo cantone munita di quasi 20'000 firme raccolte in tre mesi. La nostra petizione è stata

successivamente oggetto di un postulato del Gran Consiglio relativamente alla pratica della sperimentazione animale e l'utilizzazione di scimmie per la ricerca.

**Nel loro rapporto annuo del 2009**, le teste pensanti di «Ricerca per la vita» denunciano le « attività spesso criminali di gruppi di estremisti della protezione degli animali », per poi autocongratularsi per la loro approfondita analisi del terreno:

« Grazie alla sua osservazione degli ambienti che ruotano attorno alla protezione degli animali, l'attenzione della commissione è attratta in maggio sulla «Lega svizzera contro la vivisezione», che il 19 settembre 2009, a Friborgo, organizza una manifestazione contro gli esperimenti su primati del Prof. Eric Rouiller e la raccolta di firme per una petizione intitolata «Basta con gli esperimenti sui primati». Il Prof. Rouiller e l'Università di Friborgo sono aggrediti frontalmente ed insultati dalla Lega. RPV contatta il Prof. Rouiller e gli chiede se ha bisogno di sostegno. Dopo di che il gruppo di lavoro «Esperimenti su animali» elabora una strategia sul modo di affrontare le attività della « Lega contro la vivisezione ». L'Università di Friborgo decide di accettare i nostri pareri. Il 19 settembre, l'Uni di Friborgo e RPV organizzano congiuntamente un congresso su questa tematica e raccolgono una documentazione all'attenzione dei media. Tra i nostri, il Prof. Rolf Zeller dell'Università di Basilea fa una relazione ».

Il rapporto elenca peraltro gli articoli dai titoli molto esplicativi apparsi su diversi giornali. Vi si legge « Gli animali da laboratorio salvano vite – il più delle volte senza che lo si sappia e quotidianamente (sic!) » (Die Weltwoche), oppure « Perché abbiamo bisogno di sperimentazioni animali » (Tages-Anzeiger).

Tutto un programma.



Gli scienziati non vogliono foto che testimoniano della sofferenza degli animali.

Nel suo rapporto annuale, « Ricerca per la vita » precisa di essere intervenuta presso il giornale gratuito « 20 minuten », « in seguito alla foto di una scimmia con una corona metallica avvitata sulla testa. È stato organizzato un incontro e la commissione ottiene che non si faccia più ricorso a fotografie scandalo ».



► Stand LSCV

# Animalia e salone Bio a Evian

La Lega ha tenuto il suo stand i week-end del 25 e 26 settembre 2010 alla 9a festa del Bio a Evian (F) ed il 16 e 17 ottobre 2010 al 16° Salone internazionale degli animali di compagnia – Animalia - nel Palazzo Beaulieu a Losanna (VD).

Abbiamo potuto allestire uno stand a Evian grazie a Eugène Herrero della ditta Callyopé che ci ha generosamente offerto uno spazio. Sabato pomeriggio, Marie Berger dell'associazione Oïkos Kaï Bios ha condiviso il nostro stand e ci ha aiutato a far firmare un gran numero di petizioni, segnatamente quella contro gli esperimenti in Alta Savoia (F) sui lemuri nel Biopark di Archamps. È tuttora possibile firmare questa petizione online a partire dal seguente indirizzo:  
<http://oikoskaibios.monsite-orange.fr>

Quanto al nostro stand a Animalia, oltre allo spazio dedicato ai prodotti cosmetici non testati sugli animali, abbiamo esposto parte dei progetti ricevuti in occasione del nostro concorso di manifesti « Per la sostituzione delle sperimentazioni animali con nuovi metodi sostitutivi ».

Abbiamo raccolto circa 2000 firme durante ANIMALIA per le petizioni seguenti:

**« No all'importazione di prodotti di foche in Svizzera ! »**

(vedi articolo a pag.28)

**« Sperimentazione animale: per il diritto all'obiezione di coscienza »**

Lanciata dalla Fondazione Bardot, la petizione intende conferire il diritto agli studenti in Francia di rifiutare le dissezioni di animali e di utilizzare al loro posto, modelli sostitutivi. In Italia, una legge consente già ora agli studenti di formarsi senza utilizzare animali. Gli studenti francesi invece sono ancora severamente sanzionati quando rifiutano di procedere a dissezioni. Eppure già da tempo è dimostrato che gli studenti che si avvalgono di metodi sostitutivi, sviluppano le stesse attitudini e conoscenze degli studenti che tuttora sezionano animali. Conservare la pratica delle dissezioni, in molti casi, corrisponde ad una volontà chiara del corpo insegnante di desensibilizzare, non appena possibile, questi futuri ricercatori quanto alla sorte del loro futuro « materiale di lavoro ».

**« Sì ad una giornata vegetariana alla settimana »**

Lanciata dal collettivo Végésanté, la petizione mira ad istituire nel cantone di Vaud una giornata vegetariana settimanale nei ristoranti del settore pubblico (ospedali, mense scolastiche, ecc.), invitando nel contempo il settore privato a seguire l'esempio. L'idea della giornata settimanale si fonda sugli argomenti attuali contro il consumo di carne e prodotti animali. Tra questi argomenti, ritroviamo la problematica ambientale (inquinamento dell'aria, dell'acqua, spreco di energia, deforestazione), la



Accanto allo stand della Lega al salone Bio di Evian, lo stand « Pérou amitié solidarité » che consente di fare da padrino a bambini peruviani. L'associazione presentava anche le attività dell'agenzia di viaggi « Vision du monde ». Organizzata dal 1993 sotto forma di associazione, l'agenzia è membro dell'ATES (Associazione per il turismo equo e solidale). Organizza viaggi che sostengono progetti sociali o culturali in Europa, Asia, Africa ed America del sud, e versa il 3% del prezzo di ogni viaggio ad un fondo di sviluppo destinato a sostenere progetti locali. Per ulteriori informazioni : [www.perouamitiesolidarite.org](http://www.perouamitiesolidarite.org) - [www.visiondumonde.org](http://www.visiondumonde.org)



problematica sociale (produzione di cereali nel Sud per alimentare il bestiame del Nord), la problematica della salute (rischi connessi al consumo di carne), la questione animale (55 miliardi di animali terrestri e 150 milioni di tonnellate di pesci uccisi ogni anno) ecc.

Informazioni di fondo sono disponibili sul blog <http://vegesante.over-blog.com>

La petizione può essere scaricata in italiano, francese e tedesco dal nostro sito Internet [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)

#### Cosce di rana « No grazie! Non nel mio piatto »

Petizione contro il consumo di cosce di rana lanciata in particolare dalla LSCV nel giugno 2010. La petizione può essere scaricata dal nostro sito Internet.

A tutt'oggi abbiamo raccolto 4'000 firme ed ogni giorno riceviamo nuovi fogli di firme. Grazie a tutti coloro che si sono già impegnati a sostenere la nostra petizione. Se non l'avete ancora firmata, fatelo e fate circolare la petizione intorno a voi. Soltanto un gran numero di firme potrà avere un effetto sul nostro Parlamento e motivarlo ad agire nel senso delle nostre rivendicazioni.

**« No al massacro di gatti e cani in Ucraina »**  
La petizione lanciata nel 2009 da SOS Chats Noraigue intende por termine allo sterminio di decine di migliaia di gatti e cani randagi da parte delle autorità ucraine in vista dell'organizzazione dell'Euro 2012. All'origine di questa azione c'è una video diffusa su Internet in cui si vede un cane vivo gettato in un camion della spazzatura. Diverse migliaia di firme sono già state trasmesse all'UEFA affinché intervenga presso il governo di questo paese.

#### ► Alternative alla sperimentazione animale

## Un test basato sul sangue totale umano per individuare la presenza di sostanze pirogene

I pirogeni sono sostanze di origine microbica che provocano febbre. Provengono da batteri, virus o funghi vivi o morti e possono pertanto essere rinvenuti anche in ambienti sterili.

La contaminazione di soluzioni o materiale parenterale<sup>(1)</sup> da parte di queste sostanze può cagionare nel paziente reazioni infiammatorie che si traducono in un innalzamento della temperatura corporea, nonchè reazioni più gravi (shock, coagulazione intravascolare disseminata, insufficienza di un organo), o addirittura cagionare la morte nei casi estremi. Per questo motivo, i fabbricanti di soluzioni e di materiale parenterale hanno l'obbligo di effettuare determinati controlli prima di liberare un lotto.

Intorno al 1940 è stata sviluppata una metodologia chiamata test pirogeno, tuttora utilizzato. La procedura consiste nell'iniettare in un coniglio la sostanza da testare e successivamente misurare l'evoluzione della temperatura corporea. Oltre a necessitare un gran numero di animali, questo metodo lamenta diverse lacune che influiscono negativamente sulla qualità dei risultati ottenuti. La contenzione rigida del coniglio e la procedura di iniezione possono provocare un'ipertermia (aumento della temperatura corporea) dovuta allo stress ed indurre pertanto risultati errati positivi. Al contrario, l'immobilizzazione e l'assenza di movimento possono provocare un'ipotermia (abbassamento della temperatura corporea) e dar adito a risultati errati negativi.

Un secondo test messo a punto nel 1964 e chiamato saggio del lisato di amebociti di limulo (LAL) è utilizzato per l'analisi dei pirogeni. Si fonda sull'utilizzazione dell'emolinfa<sup>(2)</sup> del limulo (*Limulus polyphemus*), chiamato anche granchio a ferro di cavallo. Per estrarre l'emolinfa necessaria per questo metodo, si catturano granchi sulle spiagge sui quali viene prelevata l'emolinfa prima di rimetterli in mare. Tra il dieci ed il venti per cento di questi animali non sopravvive alla procedura. Inoltre, il test LAL consente di individuare soltanto una determinata categoria di pirogeni ciò che ne restringe considerevolmente il campo di applicazione.

Alfine di sviluppare un sistema in grado di fornire risultati attendibili, utilizzabili per qualsiasi tipologia di materiale da testare



Stando alle stime, 500'000 conigli erano utilizzati ogni anno prima della validazione dei test cellulari da parte dell'ECVAM e dell'ICCVAM.

(liquidi : vaccini, proteine iniettabili, fluidi di dialisi ; materiale medico : sacchetti per sangue, aghi per iniezioni, guanti chirurgici, ecc.) e che consenta di sostituire i test pirogeno e LAL, alcuni ricercatori hanno messo a punto una procedura fondata sull'utilizzazione di sangue totale umano e la sua messa in contatto con la sostanza da controllare. In caso di presenza di pirogeni, i monociti<sup>(3)</sup> del sangue producono composti chiamati citochine<sup>(4)</sup> che possono essere dosate, ciò che consente di determinare la quantità di pirogeni presenti nella sostanza testata. Grazie a questo metodo, i pirogeni possono essere individuati in modo molto più attendibile e riproducibile rispetto ai test che utilizzano gli animali. Questo metodo è stato convalidato dal Centro europeo per la validazione dei metodi alternativi (ECVAM) nel 2006 e dal suo corrispondente americano, l'ICCVAM, nel 2008. La Farmacopea europea<sup>(5)</sup> l'ha accettato nel marzo 2009 e la Food and Drug Administration (FDA) un mese dopo. Questo metodo è pertanto perfettamente atto a sostituire integralmente il test pirogeno sui conigli ed il test LAL.

Christel Forré

Articolo tratto dal numero 26, p. 265-277, della rivista ALTEX

(1) Parenterale : che è introdotto nell'organismo attraverso una via diversa da quella digestiva. Può essere la via intravenosa, intramuscolare o sotto-cutanea.

(2) Emolinfa : equivalente del sangue negli artropodi (insetti, ragni, crostacei...).

(3) Monocito : varietà di globulo bianco di notevoli dimensioni, destinato a diventare macrofago.

(4) Citochina: sostanza elaborata da certe cellule del sistema immunitario, che agiscono su altre cellule dello stesso sistema per regolarne l'attività e la funzione.

(5) Farmacopea: raccolta ufficiale nazionale dei farmaci, in cui sono indicati la modalità di preparazione, la composizione e l'azione. La Farmacopea europea è un'istituzione del Consiglio d'Europa incaricata di armonizzare le legislazioni nazionali relative alla fabbricazione, alla circolazione ed alla distribuzione dei farmaci in Europa.

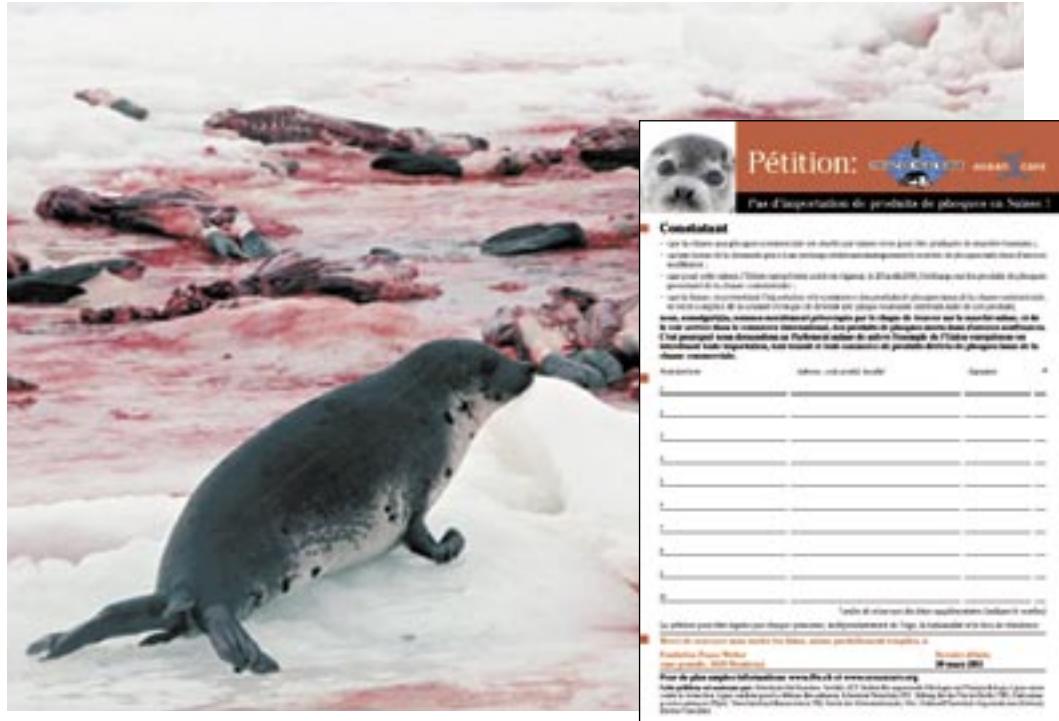
► Sostegno alla petizione

## « No all'importazione di prodotti di foca in Svizzera! »

Il lancio di questa petizione fa seguito al rigetto da parte del Consiglio degli Stati il 20 settembre 2010, della mozione (09.3979) depositata dal Consiglio nazionale ed intitolata « Divieto di importazione di prodotti derivati dalla foca ».

Allorchè l'Unione europea vieta da luglio 2009, l'importazione di prodotti di foca – ad eccezione di quelli derivati dalla caccia tradizionale praticata dalle comunità inuite ed indigene a fini di sussistenza –, una parte del nostro Parlamento, con il sostegno del Consiglio federale, persiste nel rifiutare il divieto di questi prodotti, per via di un « rischio » di denuncia contro la Svizzera da parte di Canada e Norvegia presso l'Organizzazione mondiale del commercio (OMC).

Le immagini che mostrano il massacro massiccio di foche sono sufficientemente sconvolgenti per sostenere un divieto conforme a quello già adottato dai nostri vicini europei i quali, diversamente da noi, non sembrano temere le gesticolazioni dei governi canadese e norvegese. Con le nostre firme, daremo al Parlamento la prova della nostra determinazione ad ottenere la cessazione di questo sinistro commercio.



La petizione può essere scaricata a partire dal nostro sito internet [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch), rubrica « azioni ». Peraltro è possibile ottenere fogli di petizione semplicemente telefonando all'ufficio della Lega, allo 022 349 73 37. Le firme possono essere raccolte fino al 30 marzo 2011. Grazie per il vostro aiuto.

## Iter caotico delle azioni parlamentari

Il cammino intrapreso da questa azione volta a vietare il commercio di prodotti derivati dalla foca è emblematico delle azioni lanciate in Parlamento. È meglio non avere fretta ed aspettarsi di smarrirsi, in qualsiasi momento, nei meandri degli interessi personali dei nostri eletti.

La scissione tra il Consiglio nazionale ed il Consiglio degli Stati è molto marcata.

La camera del popolo (il Consiglio nazionale), che raggruppa 200 parlamentari, è sistematicamente giudicata troppo « confusionaria » o « agitata » dai membri del Consiglio degli Stati. C'è da dire che quest'ultimo, avendo 46 parlamentari, tiene sessioni più studiose. Ci si annoda la cravatta, si contratta cortesemente, e vi si rifiutano, spesso in modo un po' pedante, un gran numero di oggetti proposti dal CN.

Ne è un esempio, illustrato qui di seguito, il trattamento che ha subito per oltre due anni una mozione volta a tutelare animali contro un massacro abietto. Richiamiamo ancora una volta la necessità di sostenere eletti politici dotati di un minimo di coscienza e capaci di empatia. Tutti i partiti politici contano nelle proprie fila eletti con questo profilo. Prima di votare per un candidato, vale la pena verificare in che modo ha votato sulle tematiche relative alla protezione degli animali. I suoi voti sono

generalmente pubblici e possono essere consultati sulla database del Parlamento « Curia vista » ([www.parlament.ch/f/Suche/pages/Curia-Vista.aspx](http://www.parlament.ch/f/Suche/pages/Curia-Vista.aspx)).

### Cronistoria della mozione "Divieto di importazione dei prodotti derivati dalla foca"

La mozione 08.3432 del Consigliere nazionale zurighese Ruedi Aeschbacher « **No al commercio di prodotti derivati dalle foche massacrate in Canada** » viene depositata il 13 giugno 2008.

La tematica genera subito una polemica in seguito alla diffusione di nuove immagini che mostrano l'uccisione di questi animali. Il testo richiama segnatamente che « *tra 200 000 e 300 000 cuccioli di foca sono uccisi ogni anno in Canada, il più delle volte in modo abominevole. Il governo canadese ha fissato il contingente di caccia autorizzato per quest'anno a 275 000 animali. Ha parzialmente ceduto alle pressioni internazionali accettando che gli animali siano uccisi in modo un poco più «umano». In altri termini, gli animali uccisi a coltellate o mazzate devono essere dissanguati sul posto per non essere squartati quando sono ancora in vita. Questa prescrizione non è stata applicata, nè controllata né rispettata in modo sistematico* ». La

mozione viene adottata dal Consiglio federale il 10 settembre 2008 e dal Consiglio nazionale il 3 ottobre 2008. Viene poi trasmessa al Consiglio degli Stati per approvazione (ogni oggetto presentato all'uno o l'altro dei Consigli deve obbligatoriamente essere approvato dalle due camere federali).

La Commissione della scienza, dell'educazione e della cultura del Consiglio degli Stati (CSEC-CE) esamina la mozione alle fine del 2008. Se la commissione dichiara di « *condannare i metodi crudeli utilizzati nella caccia alle foche* », rifiuta però la mozione, dichiarando che « *fa parzialmente capo ad argomenti inesatti e non possiede una conoscenza corretta della situazione giuridica attuale* ». Ritiene che questa caccia che « *è alla base stessa della vita di certi abitanti delle regioni polari* » è « *necessaria alla regolazione delle specie* », ed il suo divieto « *non è difendibile* ». Per questi motivi, la commissione preferisce assoggettare questo commercio « *a regole severe in termini di protezione degli animali* ». La commissione respinge la mozione, ma ne deposita una nuova (09.3355) il 30 marzo 2009 intitolata « **Regolamentazione relativa al commercio di prodotti derivati dalla caccia alle foche** ». La mozione incarica il Consiglio federale di « *modificare le basi legali in modo che l'importazione, il transito, il*

*commercio ed il trattamento di prodotti derivati da foche siano vietati in Svizzera, nella misura in cui tali prodotti non provengono da una caccia autorizzata e controllata dallo Stato e si è svolta palesemente nell'osservanza delle norme applicabili alla protezione degli animali».*

Il 20 maggio 2009, il Consiglio federale « saluta l'orientamento difeso dalla mozione », che « esige una regolamentazione più pragmatica » rispetto alla mozione 08.3432 del consigliere nazionale Aeschbacher. Il Consiglio federale sottolinea che « il divieto globale del commercio a base di prodotti di foca attualmente all'esame dell'Unione (UE) è contestato in seno all'OMC ».

Il 17 luglio 2009, il Parlamento europeo adotta una normativa che vieta l'importazione di prodotti derivati dalla foca nell'UE, tranne i prodotti derivati da una caccia tradizionale praticata dalle comunità inuite ed indigene a fini di sussistenza. La CSEC-CE ritira la sua mozione 09.3355, per poi depositarne un'altra (09.3739) il 27 agosto 2009 intitolata « **Regolamentazione relativa al commercio di prodotti derivati dalla caccia alle foche** ». Questa mozione riprende il contenuto della precedente, aggiungendovi però una disposizione che prevede la presa in conto degli accordi bilaterali con l'UE. La mozione è adottata il 24 settembre 2009 dal Consiglio degli Stati, che la trasmette al Consiglio nazionale.

La CSEC-CN la respinge all'unanimità il 5 novembre 2009. Nei suoi considerando, la commissione ritiene appropriata la regolamentazione del Parlamento europeo e sostiene le disposizioni emanate. Ritiene che la legislazione svizzera debba orientarsi nella stessa direzione dell'UE non solo per garantire la salvaguardia delle foche, ma anche per evitare che la Svizzera diventi, data la sua situazione geografica, una piattaforma di commercio dei prodotti derivati dalla foca in Europa. Per questi motivi, la CSEC-CN deposita una nuova mozione (09.3979) intitolata « **Divieto di importare prodotti derivati dalla foca** ». Incarica il Consiglio federale di modificare le basi legali, conformemente alla nuova legislazione adottata dall'UE.

Il 13 gennaio 2010, il Consiglio federale propone di respingere la mozione 09.3979 della CSEC-CN, sostenendo che la legislazione adottata dall'UE è oggetto di una denuncia presentata presso l'OMC dal Canada (2 novembre 2009) e dalla Norvegia (5 novembre 2009).

Il Consiglio federale si dichiara invece disposto ad accettare la mozione 09.3739 della CSEC-CE, « che contribuirà a conseguire l'obiettivo di una caccia rispettosa delle foche tramite provvedimenti che ostacoleranno in misura minore il commercio ».

Il 29 settembre 2010, in seguito ai pietosi interventi della Consigliera federale Doris Leuthard e del Presidente della CSEC-CE Theo Maissen, che brandivano la minaccia di un'ipotetica denuncia del Canada e della Norvegia presso l'OMC contro la Svizzera, il Consiglio degli Stati respinge la mozione 09.3979 della CSEC-CN con 19 voti contro 16.

► Statistiche 2009 delle violazioni alla legge sulla protezione degli animali

## Molti abusi, pochi procedimenti, nessuna sanzione dissuasiva

Nell'edizione del suo primo rapporto sulla protezione degli animali del 6 settembre 2010, l'Ufficio federale di veterinaria pubblica le statistiche dettagliate dei reati commessi in Svizzera contro gli animali nel 2009.

Sui 1016 procedimenti penali istruiti, 700 coinvolgevano autori di sesso maschile. Le statistiche illustrano segnatamente le violazioni degli articoli 26, 27 et 29 della Legge sulla protezione degli animali (LPAn), connesse a maltrattamenti: messa a morte crudele, per gioco o perversità, organizzazione di combattimenti, esperimenti sugli animali che hanno cagionato sofferenze o lesioni inutili.

**Nella categoria animali di compagnia**, sui 666 procedimenti registrati, 455 riguardano cani, 85 gatti, 56 conigli, 27 pesci, 23 volatili, 14 serpenti e 6 maialini d'India.

**Nella categoria animali di rendita**, sui 368 procedimenti registrati, 166 riguardano bovini, 57 cavalli, 49 maiali, 47 pecore, 27 pollame e 22 capre.

I soli cantoni di Berna, San Gallo, Zurigo e Argovia, raggruppano praticamente la

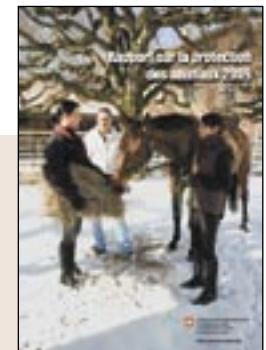
totalità dei procedimenti penali.

All'opposto, i cantoni di Ginevra, Glarona, Uri, Nidvaldo, Obvaldo, Giura, Vallese, ed i semi cantoni di Appenzello Esterno e Basilea Città non hanno praticamente registrato alcun procedimento.

**Sulle 760 multe inflitte nel 2009 l'importo medio è stato di Fr 536.-!**

Soltanto 69 multe erano superiori a Fr 1000.- Quanto alle pene pecuniarie, 244 delle 327 sono state pronunciate con la condizionale.

Il rapporto completo può essere scaricato dal nostro sito internet -www.lscv.ch- rubrica « News », settembre 2010.



## Creazione del Partito Svizzero per la protezione degli Animali (PSpA)

Lanciato nel luglio 2010, il PSpA si prefissa la priorità di introdurre la tematica del benessere animale nella politica, economia e società. Interrogato in occasione del comunicato che annunciava il lancio di questo nuovo partito, Renato Pichler dichiarava:

« *In Svizzera non abbiamo una lobby animalista nella politica, e negli statuti degli altri partiti politici il benessere degli animali non è contemplato. Il nostro partito vuole colmare questa lacuna. Dimostreremo che l'etica deve avere un posto nella politica. Grazie a una policy trasparente, onesta e sostenibile, cercheremo di coinvolgere anche chi finora si è tenuto lontano dalla politica. Gli elettori possono contare su di noi ogni volta che sono in gioco gli interessi degli animali, il che accade molto più spesso di quanto si pensi. Far vivere assieme in modo pacifico le persone e gli animali è possibile solo quando entrambi stanno bene. Ecco perché la protezione delle persone deve andare di pari passo con la protezione degli animali e dell'ambiente.»*

Le persone interessate possono mettersi in contatto con la segreteria del PSpA o visitare il loro sito internet www.tierpartei.ch (esclusivamente in tedesco)

### Tierpartei Schweiz (TPS)

Luzernerstrasse 91, 5630 Muri AG

T: 044 760 50 42

info@tierpartei.ch

### Linea direttrice del Partito svizzero per gli animali

Il Partito degli animali si impegna in favore di una costituzione etica fondata sulla sostenibilità e sul rispetto. Tra i suoi obiettivi:

Protezione degli animali e tutela dei loro interessi • Sensibilizzazione al benessere degli animali ed evoluzione verso comportamenti rispettosi nei loro confronti, adeguati alla loro specie • Sostituzione degli esperimenti sugli animali con metodi alternativi, difendibili sul piano tanto medico che etico • Rafforzamento di un'economia agricola svizzera sostenibile, impernata su solidi principi etici • Tutela e sviluppo degli spazi vitali naturali degli animali

## Nuovo logo BIO per l'UE

Frutto della nuova normativa sul marchio europeo «Agricoltura biologica» entrata in vigore il 1° gennaio 2009, l'utilizzazione di questo logo è obbligatoria dal 1° luglio per tutti i prodotti alimentari biologici preimballati in Europa. Questo nuovo dispositivo regolamentare mira ad uniformare le diverse norme relative alla coltura di prodotti biologici in seno all'UE.

L'apposizione di questo logo garantisce la conformità del prodotto ai requisiti definiti dall'UE per l'alimentazione biologica, segnatamente che almeno il 95% degli ingredienti agricoli contenuti nel prodotto bio-labellizzato sono di origine biologica.

Certi paesi, come la Germania o la Francia, erano opposti a questa nuova normativa che secondo loro impone regole meno severe rispetto a quelle attualmente vigenti sul loro territorio. Le critiche riguardavano le condizioni fissate per gli allevamenti di animali di rendita nonché la soglia di tolleranza di OGM presenti fissata allo 0,9%. È peraltro possibile far uso di antibiotici e prodotti fitosanitari a determinate condizioni. Per tutti questi motivi, numerosi produttori intendono conservare l'apposizione del loro logo, congiuntamente a quello dell'UE.



## La situazione in Svizzera

Tra i marchi biologici, il germoglio è il più diffuso e popolare. Creato nel 1981 e proprietà di Bio Suisse, è presente essenzialmente sotto queste due forme:

**Il germoglio « Bio Suisse »**, garantisce che almeno il 90 % di materie prime proviene dalla Svizzera;

**Il germoglio « Bio »** viene attribuito quando oltre il 10 % delle materie prime sono importate (ma assoggettate alle stesse condizioni di produzione).

Il marchio garantisce che i luoghi di produzione praticano un'agricoltura biologica su tutta la loro azienda. Esclude l'utilizzazione di organismi geneticamente modificati (OGM), i pesticidi e concimi chimici di sintesi, nonché gli additivi ritenuti inutili (arome e coloranti). In Svizzera, la certificazione dei prodotti è affidata all'organismo Bio inspecta.



## Surdosaggio di pesticidi

Ancora una volta, diverse analisi svolte dai chimici cantonali hanno rivelato tassi di pesticidi troppo elevati nella maggior parte dei prodotti controllati. Questi prodotti provenivano principalmente dalle grandi orticolture dell'Europa meridionale.

La legge impone un tasso massimo per ogni pesticida, senza vietare l'abbinamento di diversi pesticidi (se ne possono riscontrare fino a 8 diversi in un solo ortaggio o frutto); c'è dunque da chiedersi come ancora oggi i produttori riescono ad aggirare la legge. A meno che non vogliano creare nuove specie mutanti. Ci si chiede anche come riescano, malgrado l'accumulazione di sostanze chimiche, a farcela ancora mangiare? Eppure, certi chimici cantonali pubblicano da diversi anni, sul loro sito internet, i risultati delle analisi effettuate sui prodotti alimentari. Prenderne visione è sufficiente per far riflettere a quello che consumiamo.

## Specialisti unanimi

Ben inteso, malgrado gli elevati tassi di pesticidi riscontrati, nessuno di questi prodotti è ritenuto « pericoloso » per la salute. « Bisognerebbe mangiare tre chili di insalata al giorno », oppure « bisognerebbe consumare cinque chili di peperoni » ci dicono gli « specialisti ».

Per cominciare, gli « specialisti » omettono, forse volutamente, di dire che la quantità di sostanze chimiche ingerite non è dovuta ad un solo prodotto bensì ad una molteplice quantità di prodotti. Pertanto, non si tratta di sapere se « tre chili di insalata al giorno » rischiano di essere nocivi per la nostra salute bensì se il frutto consumato il mattino, poi i cereali, poi il succo di frutta, più gli alimenti ingeriti durante la giornata, aggiunti a quelli

della sera, tutti coltivati ad alte dosi di pesticidi, anticrittogramici ed erbicidi, presentano un rischio per la nostra salute.

## Un pò di ottimismo

La buona notizia che ci apportano questi test è che i prodotti distribuiti sotto il marchio «bio» sono realmente esenti da prodotti chimici. Favorire questo tipo di prodotto farà bene non solo alla terra che ne permette la coltivazione, ma anche al nostro organismo. È sempre una buona cosa soprattutto se si pensa all'esplosione dei casi di cancro negli ultimi vent'anni.

Un'altra buona notizia che ci rivelano questi test è la (relativa) «buona qualità» dei prodotti svizzeri coltivati in modo «convenzionale» (con prodotti chimici ma in quantità limitata). Questo può condurci a riflettere sulla politica agricola voluta dal Consiglio federale. Ben inteso, gli accordi commerciali ed altri imperativi economici mirano logicamente alla soppressione, nel lungo termine, delle colture nutritive del nostro paese, non sufficientemente concorrenziali. Peraltra, la riflessione che è stato chiamato a fare il Dipartimento federale dell'economia nella revisione della legge sulla protezione degli animali è abbastanza esplicita. Alla domanda sul perché è stato concesso un periodo di transizione (così lungo) di 20 anni agli allevatori bovini per sopprimere i « gioghi elettrificati » dalle stalle, la risposta aveva almeno avuto il merito

di essere chiara : « E' semplice, in previsione della cessazione di attività « naturale » del 3% di agricoltori all'anno, abbiamo calcolato che tra 20 anni, non vi saranno più aziende agricole che custodiranno le mucche sotto questa forma » !

## Prima che sia troppo tardi

Tuttavia, di fronte al cinismo delle nostre autorità, noi (consumatori) faremmo bene a riflettere all'interesse o meno di salvaguardare la « sovranità alimentare » del nostro paese. Sarebbe triste se un giorno non dovesse più avere altra scelta che mangiare insalata o altri prodotti pieni di sostanze chimiche, col pretesto che la materia grigia è infinitamente più redditizia dell'agricoltura agli occhi delle finanze pubbliche. La carne agli ormoni e gli OGM bussano alle nostre porte e finiremo un bel giorno per aprirle per via degli accordi commerciali firmati. Quel giorno, senza un'agricoltura ed allevamenti di prossimità di cui si può controllare la produzione, saremo obbligati ad ingurgitare quello che ci verrà proposto. E tanto peggio se la nostra salute ne fa le spese.

Le ditte farmaceutiche si stanno già strofinando le mani.

## Il Comitato di redazione

(1) giogo elettrificato collocato al di sopra del garrese dell'animale per impedirgli di defecare nell'area di riposo, pena uno shock elettrico. Questa procedura è stata vietata nelle aziende agricole convenzionate « Bio Suisse » solo nel 2002 !

# *La grande abbuffata di fine anno. Si ricomincia dà capo.*

Ci viene sovente rimproverato di ripetere sempre le stesse cose; ma come si può non condannare ancora una volta il consumo sfrenato di carne ed i molteplici degradi che ne scaturiscono: fame nel mondo, inquinamento dell'aria, dell'acqua, della terra, ecc. Persino i media più cauti e timorosi si fanno l'eco delle organizzazioni umanitarie, ambientaliste, nonchè delle associazioni di protezione degli animali che denunciano instancabilmente il saccheggiamento del vivente. Alla lettura delle inserzioni pubblicitarie che fioriscono sui nostri giornali, c'è da chiedersi se le nostre campagne d'informazione hanno veramente effetto: nei supermercati, non si contano più le azioni speciali di pollame e le promozioni di carne a buon mercato provenienti dai paesi dell'est e dal Brasile. Eppure non è possibile ignorare le terribili condizioni di detenzione degli animali negli allevamenti industriali dove soffre "la carne" a buon mercato, nè peraltro i metodi barbari di fabbricazione del foie gras, prodotto neo-mistico senza il quale tanti non riescono a concepire un cenone di Natale e Capodanno.

Abbiamo dunque perso la battaglia per la protezione degli animali ? Per quanto mi riguarda, ho spesso l'impressione di assomigliare ad un personaggio di Cervantes... Ma come diceva Edmond Kaiser, fondatore di "Terre des Hommes" e di "Sentinelles": «disperati ma non stanchi « ci incombe il dovere di portare avanti la lotta, giusta e necessaria. I carnivori DEVONO SAPERE quali sofferenze infliggono agli animali quando mangiano carne.

Meditiamo l'esempio di Tolstoi, vegetariano sfegatato, che, stanco degli scherni dei commensali aveva legato un tacchino, un fagiano, un'anatra, una gallina alla sedia di ciascuno, nonchè un coltello affinché i suoi ospiti potessero uccidere con le loro mani la loro pietanza fatta di carne.

Al di là dell'offesa, chi ancora mangia carne, anche se dice di mangiarla raramente, avrebbe il coraggio di ingozzare un'oca, uccidere con le proprie mani un maialino, un vitellino, un agnello?

Susanna Wachtl

*Quaglie farcite all'uva*



*Foie gras saltato in padella con gallinacci*



*Coniglio alle prugne*



*Arrosto di vitello*



*Cotolette di agnello alla digiunese*



*Filetto di maiale en croute*

Diffusione del DVD prodotto da Kate Amiguet della Fondazione MART

## **« Derrière les portes »**

Ci sono organismi di protezione della natura o degli animali diretti fiaccamente, con un sacco di collaboratori, ma che in fin dei conti non fanno quel granché. E poi ci sono organismi che con un pugno di volontari fanno un lavoro straordinario.

È il caso della Fondazione MART che distribuisce questo DVD. Si tratta di riprese effettuate tra il 2009 ed il 2010 in aziende agricole che detengono animali da rendita nei cantoni di Friborgo, Vaud e Vallese. Vi si può vedere la misera esistenza di maiali, conigli, bovini e altri animali. Alcuni sono detenuti in un'oscurità totale in pieno giorno. Altri sono ammucchiati in vere e

proprie « fabbriche di carne ». Numerose immagini mostrano infrazioni flagranti contro la legislazione. In questi cantoni in cui il numero di aziende agricole supera di gran lunga i mezzi concessi alle autorità di vigilanza, in cui la pressione politica zittisce chiunque si esprima a favore dell'abolizione di queste pratiche fuorilegge, queste immagini sono salutari. Da far vedere a parenti ed amici.



Il DVD è distribuito gratuitamente. Durata 52 minuti. Informazioni : [www.mart.ch](http://www.mart.ch). Doni e sostegno : CCP 17-651235-3

stylos + post-it  
(25 feuilles/Blatt/Foglio)

Gratuit Gratis Gratuito



## Autocollant - Aufkleber - Autoadesivo

Gratuit

Gratis

Gratis



Seuls des Monstres (...)

Nur Monster (...)

Solo dei Mostri (...)




Tierversuche NEIN

Pelz ist schmerz



No alla peliccia

(Volpe)




Vivisezione NO

Vivisection NON

Non à la fourrure

Commande à / Bestellung bei / Ordinate a : **LSCV** - CP 148 - 1226 Thônex

Nom / Name / Nome

Prénom / Vorname / Cognome

Adresse / Indirizzo

Téléphonne / Telefon / Telefono

e-mail

## Shop

### Tee shirt

T-shirt CLIQUE FASHION-T • Poids/Gewicht/Peso: 160 g/m<sup>2</sup>  
• Qualité/Qualität/Qualità: 100% coton/Baumwolle/cotone

Homme - Herren

**S - M - L**



Fr 24.--

Tee shirt Noir/Schwarz/Nero

Femme - Damen

**S - M - L**



Fr 22.--

Tee shirt blanc/Weiss/Bianco



N° 1

N° 2

N° 3

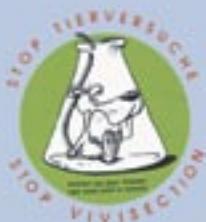
N° 4

N° 5

uniquement en français  
nur franzosich

	Homme - Herren			Femme - Damen		
	S	M	L	S/36	M/38	L/40
N° 1 (Fr 22--) Blanc/Weiss/Bianco						
N° 2 (Fr 22--) Blanc/Weiss/Bianco						
N° 3 (Fr 24--) Français Noir/Schwarz/Nero						
N° 4 (Fr 24--) Français Noir/Schwarz/Nero						
N° 5 (Fr 24--) Deutsch Noir/Schwarz/Nero						

	Unisex	
	M	L
(Fr 12--) Blanc/Weiss/Bianco		



Fr 12.--